ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 2 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1964	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 190

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

4387. Περὶ κυρώσεως τῆς Ἑλληνο—Βουλγαρκῆς Συμβάσεως διὰ τὴν προστασίαν τῶν φυτῶν 1

4388. Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις, τῇ 27.4.1963, μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Οὐγγαρίας Συμφωνίας, περὶ τακτικῶν ἐμπορικῶν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν.. 2

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ἀπὸ 2 Μαΐου 1959 Β. Διατάγματος «περὶ καταργήσεως τοῦ Ταμείου Προνοίας καὶ Ἀρωγῆς Ὑπαλλήλων τέως Ταμείων Ἐφέδρων Πολεμιστῶν Κρήτης» (Φ.Ε.Κ. 98 Α')1959)..... 3

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4387

Περὶ κυρώσεως τῆς Ἑλληνο--Βουλγαρικῆς Συμβάσεως διὰ τὴν προστασίαν τῶν φυτῶν.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 8 Σεπτεμβρίου 1964 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Ἀθήναις ὑπογραφεῖσα τὴν 19.4.1955 Ἑλληνο—Βουλγαρικὴ Φυτοπαθολογικὴ Σύμβασις, ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Ὀκτωβρίου 1964

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΓΕΩΡΓ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Α. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ, ΣΤ. ΚΩΣΤΟΠΟΥΛΟΣ, Ν. ΜΠΑΚΟΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΤΟΥΜΠΑΣ, Κ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ, Γ. ΜΕΛΑΣ, Γ. ΜΠΑΚΑΤΣΕΛΟΣ, Κ. ΤΑΛΙΑΔΟΥΡΗΣ, Ι. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ, ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΛΟΥΚΗΣ ΑΚΡΙΤΑΣ, Κ. ΜΑΡΗΣ, Ν. ΚΟΥΝΤΟΥΡΗΣ, ΑΓΓ. ΑΓΓΕΛΟΥΣΗΣ, Ε. ΑΡΒΑΝΙΤΑΚΗΣ, Ν. ΜΑΛΙΑΚΑΣ, Γ. ΜΥΛΩΝΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 24 Ὀκτωβρίου 1964

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Ν. ΜΠΑΚΟΠΟΥΛΟΣ

CONVENTION

Pour la Protection des Plantes entrë le Royaume de Grece et la Republique populaire de Bulgarie

Les Gouvernements du Royaume de Grèce et de la République Populaire de Bulgarie dans leurs efforts pour lutter efficacement contre les maladies et les ennemis de Végétaux, et pour se protéger mutuellement de l'introduction et de la propagation de ces maladies et ennemis et enfin pour faciliter le trafic des plantes et des produits d'origine végétale entre les deux pays, en vue de renforcer et d'élargir les relations économiques et commerciales existantes entre eux, ont décidé de conclure une Convention pour la protection des Plantes et à cet effet ont nommé comme représentants :

du coté du Royaume de Grèce :

1) Le Docteur Fotis Papachristophilou, Directeur des Services Vétérinaires près le Ministère de l'Agriculture, Président de la Délégation,

2) Le Docteur Nicolas Tzortzakis, Directeur du Laboratoire Bactériologique pour la Fièvre Aphteuse et

3) Georges Cavis, Chef su Service Phytosanitaire près le Ministère de l'Agriculture, Membre de la Délégation. du cÖté de la République Populaire de Bulgarie :

1) Le Docteur Nicolas Dimitrov Nicolov, Directeur Adjoint de l'Administration «Elevage et Oeuvre Vétérinaire» près ce Ministère de l'Agriculture, Trésident de la Délégation,

2) Milko Ivanov Harizanov, du Ministère des Affaires Etrangères et

3) Ivan Dikov Stoyanov de l'Administration «Culture des Plantes» près le Ministère de l'Agriculture, Membres de la Délégation.

Article Premier

En vue de protéger l'économie rurale et forestière contre les dégâts dus aux maladies et aux ennemis des végétaux et des produits d'origine végétale, les deux Parties Contractantes s'engagent à se conformer aux dispositions suivantes :

1) Surveiller les cultures agricoles et les terrains non cultivés ou boisés, pour le dépistage des foyers contaminés ou infestés par les maladies dangereuses et les insectes nuisibles des végétaux.

2) Prendre des mesures Phytosanitaires dans les régions infectées par les maladies dangereuses et infestées par les insectes nuisibles en vue de localiser, restreindre et detruire les foyers apparus et de mettre en quarantaine la région dans laquelle ces infections et ces infestations ont fait leut apparition.

3) Prohiber l' exportation réciproque des produits d' origine végétable par lesquels pourraient se propager des maladies dangereuses et des insectes nuisibles et autres parasites.

4) Renseigner les agriculteurs sur le profit économique qu' ils peuvent tirer de la restriction des pertes que les attaques des maladies dangereuses et des insectes nuisibles des végétaux provoquent, ainsi que sur les méthodes de dépistage de l' Agriculture.

Article 2

Les deux Parties Contractantes s' engagent de s' avertir mutuellement de l' apparition sur leurs territoires des maladies dangereuses et des insectes nuisibles qui constituent un danger pour les cultures agricoles.

Comme maladies dangereuses et insectes nuisibles des végétaux et des produits d' origine végétale, sont considérées :

1. Leptinotarsa decemlineata SAY
2. Heterodera restochiensis WOLLENWEBER
3. Platyedra (Pectinophora) gossypiella SAUNDERS
4. Aspidiotus perniciosus COMST.
5. Diaspis pentagona TARGIONI
6. Synchytriun endobioticum (SCHILB) PERCIVAL

Cette liste peut être modifiée après commun accord des deux Parties Contractantes.

Article 3

En vue de prévenir l' apparition des maladies dangereuses et des insectes nuisibles sur les cultures agricoles, les deux Parties Contractantes sont tenues à appliquer les mesures suivantes :

1) Contrôler systématiquement leurs terrains pour le dépistage des maladies dangereuses et des insectes nuisibles le long de la frontière à une profondeur de 30 kilometres de part et d' autre.

2) Se communiquer mutuellement des informations sur les invasions des maladies dangereuses et des insectes nuisibles, sur les mesures prises pour leur éradication et sur les résultats obtenus.

MESURES PHYTOSANITAIRES

Article 4

En vue de prévenir l' invasion et la propagation des maladies dangereuses et des insectes nuisibles des plantes, lors des échanges commerciaux, les deux Parties Contractantes doivent prendre les mesures Phytosanitaires suivantes

1) Toute expédition de plantes et de produits d' origine végétale doit être accompagnée d' un certificat phytosanitaire conforme au modèle annexé à la présente Convention, délivré par les Services compétents de Protection de plantes du pays exportateur.

Ces certificats, rédigés en français ou en allemand devront attester

(a) que les plantes et les produits d' origine végétale à exporter sont indemnes d' une des maladies dangereuses ou des insectes nuisibles, figuront à la liste de l' article 2 de la présente Convention.

(b) Le lieu de l' origine de ces plantes et de ces produits d' origine végétale.

Ce certificat phytosanitaire n' exclue pas le droit d' un nouveau contrôle de la part du pays importateur ou bien l' application d' autres mesures jugées nécessaires, telles que la désinfection, la désinsectisation, atc.

En cas de constatation d' une maladie dangereuse ou insectes nuisibles sur les plantes ou les produits agricoles importés, le Service Phytosanitaire du pays exportateur doit en être avisé dans le plus bref délai.

Article 5

Les expéditions de plantes et de produits d' origine végétale devront être conformés en dehors des dispositions de la présente Convention également aux conditions stipulées dans les accords commerciaux conclus entre les deux pays.

Les produits végétaux tels que la paille, le foin sec, les feuilles sèches et toutes sortes d' autres produits agricoles ne doivent pas être utilisés comme matériel d' emballage.

Les plantes à racine (arbres fruitiers, d' ornement forestières etc.) avec ou sans terre, destinées à l' exportation, peuvent être importées après consentement préalable du service Phytosanitaire du pays importateur.

POINTS DE CONTROLE PHYTOSANITAIRE

Article 6

Les deux Parties Contractantes établissent un contrôle Phytosanitaire sur l' importation et le transit des Plantes et des produits d' origine végétale pouvant

transmettre des maladies dangereuses et des insectes nuisibles aux gares, aux ports et aux aéroports déterminés et ci-dessous énumérés :

POUR LE ROYAUME DE GRECE

A) Par voie ferrée

1) La Station d' Athènes
2) La Station de Thessaloniki
3) La Station de Volos

B) Par voie de mer

1) Le Port du Pirée
2) Le Port de Thessaloniki
3) Le Port de Patras
4) Le Port de Volos
5) Le Port de Chalkis
6) Le Port d'Eleusis
7) Le Port de la Cannée (Souda)
8) Le Port de Candie (Grète)

C) Par voie aérienne

1) L'aéroport d'Hellinikon (Athénes)
2) L'aéroport de Sedes (Thessaloniki)

Pour la Republique Populaire de Bulgarie :

A) Par voie ferrée

1) Svilegrad
2) Koulata (Petrith)

B) Par voie de mer

1) Le Port de Stalin
2) Le Port de Bourgas

C) Par voie aérienne

1) L'aéroport de Sofia
2) L'aéroport de Plovdiv.

Au besoin, ces points de contrôle Phytosanitaire peuvent être augmentés ou diminués en nombre après un commun accord des deux Parties Contractantes.

Dispositions Finales

Article 7.

En vue d'encourager la collaboration dans le domaine scientifique et d'unifier dans la mesure du possible les méthodes et les moyens visant la protection des plants, les deux Parties Contractantes s'engagent :

1) De se faire communiquer mutuellement deux fois par an (soit le ler Mai et 31 Décembre) des informations sur l'état Phytosanitaire, les mesures appliquées pour une lutte efficace contre les maladies dangereuses et les insectes nuisibles des végétaux, ainsi que sur les résultats obtenus.

2) De participer dans la mesure du possible et après commun accord préalable à toute campagne menée contre l'appariton de maladies dangereuses et d' insectes nuisibles dans le voisinage de leur frontière et à une profondeur de 30 kilomètres de part et d'autre, lorsque cette apparition constitue une menace sérieuse pour l'économie rurale et forestière des deux Parties Contractantes et exige, à cause de sa séverité, une action commune.

Article 8.

Les deux Parties Contractantes, reconnaissant l' utilité et la nécessité d'un contact aussi fréquent que possible entre les specialistes en Phytopathologie et en Entomologie des deux Pays dans le but d'un échange mutuel de l'expérience scientifique et pratique acquise dans le domaine de la protection des plantes, acceptent en principe à ce que des visites mutulles prennent lieu entre ces specialistes sur une base de réciprocité. Les détails concernant la durée et les conditions financières des ces visites seront réglés par des négociations directes entre les Services Phytosanitaires des deux pays.

En cas de besoin se faisant sentir dans la zone frontière Phytosanitaire et à la suite d'une demande dûment formulée par l'une des deux Parties Contractantes, l'autre fournira, après commun accord et dans le cadre des possibilités du moment, de l'aide destinée à la prévention ou à la lutte contre les maladies dangereuses et les insectes nuisibles des plantes, sous forme de personnel spécialisé, d'équipement et de matériel. Les deux Parties Contractantes expriment le voeu à ce que des passe-avants pour franchir la frontière soient délivrés aux specialistes de Protection des Plantes au Service de l'Etat, sous des conditions à préciser de part et d'autre ultérieurement par voie diplomatique.

Les dits services et matériels seront remboursés au prix coûtant.

Article 9.

Les deux Parties Contractantes, reconnaissant également l'utilité de l'éhange de littérature du domaine de la Protection de Plantes qui donnera l'occasion de mieux suivre les progrès réalisés en matière de science de protection des plants dans chacun des deux pays, s'engagent à faire cet échange selon des listes dressées réspectivement et comprenant les publications de chaque pays et les Services ou Institutions qui pourraient en profiter. Une intervention sera faite de chaque côté auprès des comités de rédaction de ces publications afin que chaque article soit suivi d'un résumé en français ou en anglais et que l'adresse de l' auteur de chaque article y soit mentionnée pour l' établissement d'un contact éventuel avec les intéressés à cet article.

Article 10.

Les deux Parties Contractantes, attribuant une grande importance à la pleine information sur les mesures legislatives en vigueur chez elles dans le domaine des Services de la Protection des Plantes, se mettent d'accord sur l'échange réciproque de leur législation en vigueur et en traduction française.

Désormais les lois promulguées ayant trait aux mesures Phytosanitaires dans la lutte contre les maladies dangereuses et les insectes nuisibles seront communiquées réciproquement, en traduction française.

Elles expriment également le voeu pour une unification dans le plus proche avenir des méthodes propres à lutter efficacement contre les maladies dangereuses et les insectes nuisibles constituant un danger pour leurs économies nationales.

Article 11.

En cas d'un desaccord dans l'application et l'interprétation des termes de la présente Convention les deux Parties Contractantes s'engagent à constituer à ce propos une Commission Mixte. Si celle-ci n'aboutit pas à une solution satisfaisante, tout différend sera dans ce cas arrangé par voie diplomatique.

Article 12.

La présente Convention, tout en étant sujette à la ratification par les Gouvernements des deux Parties Contractantes conformément à leur clause constitutionnelle, entrera en vigueur le jour de l'échange par voie diplomatique des communications sur son approbation de la part des Gouvernement respectifs.

La présente Convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter du jour de l'échange des communications qui viennent d'être mentionnées.

Sa validité sera automatiquement propagée pour une période d'un an à l'expriration de ce délai, si elle n'a pas été dénoncée par voie diplomatique par l'une des deux Parties Contractantes, au moins six mois avant son expiration.

Article 13.

En foi de quoi les soussignés Présidents des Délégations des deux Parties Contractantes après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, signent la présente Convention au nom de leurs Gouvernements respectifs.

Fait à Athènes le 19 avrille mil neuf cent cinquante six en deux exemplaires authentiques en langue française et faisant tous deux également foi.

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce
Dr. PHOTIS PAPACHRISTOPHILOU
Directeur des Services Vétérinaires près le Ministère de l'Agriculture à Athènes

Pour le Gouvernement de la Republique populaire de Bulgarie
Dr. NICOLAS DIMITROV NICOLOV
Directeur Adjoint de l'Administration «Elevage et Oeuvre Vétérinaire» près le Ministère de l'Agriculture à Sofia

ANNEXE

Ministere de l'Agriculture
Direction Phytopathologique
Service Phytosanitaire
No.....

Certificat Phytosanitaire

Il est certifié :

que les végétaux, parties de végétaux ou produits végétaux décrits ci-dessous ont été minutieusement examinés, en totalité ou sur échantillon représentatif, le.....par ..... agent autorisé du Service de la Protection des Végétaux, et sont à sa connaissance, jugés pratiquement indemnes d'ennemis dangereux des cultures, et que l'envoi est estimé conforme aux réglementations phytosanitaires actuellement en vigueur dans le pays importateur, ainsi, qu'il est spécifié dans la déclaration supplémentaire ciaprès, ou par ailleurs.

.....

Fumigation ou desinfection (à remplir sur la demande du pays importateur) :

Date :.....Traitement : .....

Durée du traitement :.....

Produit chimique utilisé et concentration :.....

.....

Déclaration supplémentaire :

Fait à..... le.....195....

(Cachet du Service)

(Signature)

Fonction : .....

.....

Description de l'Envoi

Nom, prénom et adrésse de l'expéditeur :
Nom, prénom et adrésse du destinataire :
Nombre et nature des colis :
Contenu de l'envoi :
Marque des colis :
Provenance (sur la demande du pays importeur) :
Moyen de transport :
Point d'entrée :
Nom botanique (sur la demande du pays importateur) :

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΔΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΝ ΤΩΝ ΦΥΤΩΝ ΜΕΤΑΞΥ ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΛΑΪΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΒΟΥΛΓΑΡΙΑΣ

Αἱ Κυβερνήσεις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας ἐν τῇ κοινῇ των ἐπιθυμίᾳ καὶ ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως συντονίσουν τὰς προσπαθείας των διὰ νὰ ἀγωνισθοῦν ἀποτελεσματικῶς κατὰ τῶν ἀσθενειῶν καὶ τῶν ἐχθρῶν τῶν φυτῶν, καὶ διὰ νὰ προστατευθοῦν ἀμοιβαίως ἀπὸ τῆς εἰσαγωγῆς καὶ τῆς διαδόσεως τῶν ἐν λόγῳ ἀσθενειῶν καὶ ἐχθρῶν καὶ τέλος διὰ νὰ διευκολύνουν τὴν ἀνταλλαγὴν φυτῶν καὶ προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως ἐνισχύσουν καὶ διευρύνουν τὰς ὑφισταμένας μεταξύ των οἰκονομικὰς καὶ ἐμπορικὰς σχέσεις, ἀπεφάσισαν τὴν σύναψιν Συμβάσεως διὰ τὴν προστασίαν τῶν φυτῶν καὶ πρὸς τοῦτο ὥρισαν ὡς ἀντιπροσώπους:

Ἀπὸ τῆς πλευρᾶς τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος:

1) Τὸν Δρ. Φώτιον Παπαχριστοφίλου, Διευθυντὴν τῆς Κτηνιατρικῆς Ὑπηρεσίας τοῦ Ὑπουργείου τῆς Γεωργίας, Πρόεδρον τῆς Ἀποστολῆς.

2) Τὸν Δρ. Νικόλαον Τζωρτζάκην, Διευθυντὴν τοῦ Βακτηριολογικοῦ Ἐργαστηρίου διὰ τὸν Ἀφθώδη Πυρετὸν καί

3) τὸν Γεώργιον Γάβην, Προϊστάμενον τῆς Ὑπηρεσίας Φυτοϋγειονομικοῦ Ἐλέγχου τοῦ Ὑπουργείου τῆς Γεωργίας, Μέλη τῆς Ἀποστολῆς.

Ἀπὸ τῆς πλευρᾶς τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας:

1) Τὸν Δρ. Νικόλαον Δημητρὼφ Νικολώφ, Διευθυντὴν Ἀναπληρωτὴν τῆς Διοικήσεως «Κτηνοτροφίας καὶ Κτηνιατρικοῦ Ἔργου» τοῦ Ὑπουργείου τῆς Γεωργίας, Πρόεδρον τῆς Ἀποστολῆς.

2) Τὸν Μίλκο Ἰβάνωφ Χαριτζάνωφ, τοῦ Ὑπουργείου τῶν Ἐξωτερικῶν καί

3) τὸν Ἰβὰν Ντίκκωφ Στογιάνωφ, τῆς Διοικήσεως «Καλλιέργεια τῶν φυτῶν» τοῦ Ὑπουργείου τῆς Γεωργίας, Μέλη τῆς Ἀποστολῆς.

Ἄρθρον 1.

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως προστατεύσουν τὴν ἀγροτικὴν καὶ δασικὴν οἰκονομίαν ἐναντίον τῶν ζημιῶν τῶν ὀφειλομένων εἰς ἀσθενείας καὶ ἐχθροὺς τῶν φυτῶν καὶ τῶν προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως, τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ συμμορφωθοῦν μὲ τοὺς κάτωθι ὅρους:

1) Νὰ ἐπιβλέπουν τὰς γεωργικὰς καλλιεργείας καὶ τὰς μὴ καλλιεργουμένας καὶ δενδροφυτευμένας ἐκτάσεις, διὰ τὴν διαπίστωσιν τῶν μεμολυσμένων ἢ προσβεβλημένων ἑστιῶν ἀπὸ τὰς ἐπικινδύνους ἀσθενείας καὶ τὰ βλαπτικὰ ἔντομα τῶν φυτῶν.

2) Νὰ λαμβάνουν φυτοϋγειονομικὰ μέτρα εἰς τὰς περιοχὰς τὰς μεμολυσμένας ἀπὸ ἐπικινδύνους ἀσθενείας καὶ τὰς προσβεβλημένας ἀπὸ τὰ ἐπιβλαβῆ ἔντομα ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως ἐντοπίζουν, περιορίζουν καὶ καταστρέφουν τὰς ἐμφανιζομένας ἑστίας καὶ θέτουν ὑπὸ κάθαρσιν τὴν περιοχὴν εἰς τὴν ὁποίαν αἱ μολύνσεις καὶ αἱ προσβολαὶ αὗται ἔκαμον τὴν ἐμφάνισίν των.

3) Νὰ ἀπαγορεύουν τὴν ἀμοιβαίαν ἐξαγωγὴν προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως διὰ τῶν ὁποίων θὰ ἠδύνατο νὰ διαδοθῶσιν ἐπικίνδυνοι ἀσθένειαι καὶ ἐπιβλαβῆ ἔντομα καὶ ἄλλα παράσιτα.

4) Νὰ πληροφοροῦν τοὺς ἀγρότας ἐπὶ τῆς οἰκονομικῆς ὠφελείας τὴν ὁποίαν δύνανται νὰ πορίζωνται ἀπὸ τὸν περιορισμὸν τῶν ἀπωλειῶν τῶν προκαλουμένων ὑπὸ τῶν προσβολῶν ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ ἐπιβλαβῶν ἐντόμων εἰς τὰ φυτά, ὡς ἐπίσης ἐπὶ τῶν μεθόδων διαπιστώσεως τῶν μαστίγων τούτων τῆς Γεωργίας.

Ἄρθρον 2.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ εἰδοποιῶνται ἀμοιβαίως περὶ τῆς ἐμφανίσεως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ ἐπιβλαβῶν ἐντόμων, ἅτινα συνιστοῦν κίνδυνον διὰ τὰς γεωργικὰς καλλιεργείας. Ὡς ἐπικίνδυνοι ἀσθένειαι καὶ ἐπιβλαβῆ ἔντομα τῶν φυτῶν καὶ τῶν προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως, θεωροῦνται:

1. Ὁ Δορυφόρος τῶν γεωμήλων (LEPTINOTARSA DECEMLINEATA SAY).

2. Ὁ Χρυσονηματώδης τῶν γεωμήλων (HETERODERA ROSTOCHIENSIS WOLL).

3. Ὁ Ρόδινος σκώληξ τοῦ βάμβακος (PLATYEDRA (PECTINOPHORA) GOSSYPIELLA SOUNDERS).

4. Τὸ κοκκοειδὲς ASPIDIOTUS PERNICIOSUS COMST.

5. Τὸ κοκκοειδὲς DIASPIS PENTAGONA TARGIONI.

6. Ἡ σαρκώδεις γάγγραινα τῶν γεωμήλων (SYNCHYTRIUM ENDOBIOTICUM SCHILB PERCIVAL).

Ὁ πίναξ οὗτος δύναται νὰ τροποποιῆται κατόπιν κοινῆς συμφωνίας τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 3.

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως προλαμβάνηται ἡ ἐμφάνισις ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ βλαβερῶν ἐντόμων ἐπὶ τῶν γεωργικῶν καλλιεργειῶν, τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ ἐφαρμόζουν τὰ ἀκόλουθα μέτρα:

1) Νὰ ἐλέγχουν συστηματικῶς τὰ ἐδάφη των διὰ τὴν διαπίστωσιν ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ ἐπιβλαβῶν ἐντόμων κατὰ μῆκος τῶν συνόρων εἰς βάθος 30 χιλιομέτρων ἑκατέρωθεν.

2) Νὰ μεταδίδουν ἀμοιβαίως πληροφορίας ἐπὶ τῶν εἰσβολῶν ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ ἐπιβλαβῶν ἐντόμων, ἐπὶ τῶν ληφθέντων μέτρων διὰ τὴν ριζικὴν καταπολέμησίν των καὶ τῶν ἐπιτευχθέντων ἀποτελεσμάτων.

Φυτοϋγειονομικὰ μέτρα.

Ἄρθρον 4.

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως προλαμβάνηται ἡ εἰσβολὴ καὶ διάδοσις ἐπιδικνύνων ἀσθενειῶν καὶ ἐπιβλαβῶν ἐντόμων τῶν φυτῶν κατὰ τὰς ἐμπορικὰς ἀνταλλαγάς, τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη ὀφείλουν νὰ λαμβάνουν τὰ ἀκόλουθα Φυτοϋγειονομικὰ μέτρα:

1) Πᾶσα ἀποστολὴ φυτῶν καὶ προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως δέον νὰ συνοδεύηται ὑπὸ ἑνὸς φυτοϋγειονομικοῦ πιστοποιητικοῦ, συμφώνως τῷ ὑποδείγματι τῷ προσηρτημένῳ τῇ παρούσῃ Συμβάσει, ἐκδιδομένου ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων Ὑπηρεσιῶν διὰ τὴν Προστασίαν τῶν Φυτῶν τῆς ἐξαγούσης χώρας.

Τὰ ἐν λόγῳ πιστοποιητικά, συντεταγμένα εἰς Γαλλικὴν ἢ Γερμανικὴν ὀφείλουν νὰ βεβαιοῦν:

α) ὅτι τὰ πρὸς ἐξαγωγὴν φυτὰ καὶ προϊόντα φυτικῆς προελεύσεως εἶναι ἀπηλλαγμένα ἀσθενείας τινὸς ἐπικινδύνου ἢ ἐπιβλαβῶν ἐντόμων, ἐκ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸν πίνακα τοῦ ἄρθρου 2 τῆς παρούσης συμβάσεως.

β) τὸν τόπον προελεύσεως τῶν ἐν λόγῳ φυτῶν καὶ προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως.

Τὸ φυτοϋγειονομικὸν πιστοποιητικὸν δὲν ἀποκλείει τὸ δικαίωμα ἑνὸς νέου ἐλέγχου ἐκ μέρους τῆς εἰσαγούσης χώρας, ὡς καὶ τῆς ἐφαρμογῆς ἑτέρων μέτρων κρινομένων ὡς ἀναγκαίων ὡς εἶναι ἡ ἀπολύμανσις, ἡ ἀπεντόμωσις κλπ.

Εἰς περίπτωσιν διαπιστώσεως ἐπικινδύνου ἀσθενείας ἢ ἐπιβλαβῶν ἐντόμων ἐπὶ τῶν εἰσαγομένων φυτῶν ἢ τῶν γεωργικῶν προϊόντων, ἡ Φυτοϋγειονομικὴ Ὑπηρεσία τῆς ἐξαγούσης χώρας ὀφείλει νὰ εἰδοποιηθῇ περὶ τούτου εἰς τὸ ἐγγύτερον χρονικὸν διάστημα.

Ἄρθρον 5.

Αἱ ἀποστολαὶ φυτῶν καὶ προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως ὀφείλουν νὰ εἶναι σύμφωνοι, ἐκτὸς τῶν ὅρων τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἐπίσης μὲ τοὺς διατυπουμένους ὅρους εἰς τὰς συναπτομένας ἐμπορικὰς συμφωνίας μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν.

Τὰ φυτικὰ προϊόντα ὡς ὁ σανός, τὸ ξηρὸν ἄχυρον, τὰ ξηρὰ φύλλα καὶ πᾶν ἕτερον γεωργικὸν προϊόν, δὲν πρέπει νὰ χρησιμοποιῶνται ὡς ὑλικὸν συσκευασίας.

Τὰ ἔρριζα φυτὰ (καρποφόρα δένδρα, καλλωπιστικά, βασικὰ κλπ.) μετὰ ἢ ἄνευ χώματος, τὰ προοριζόμενα δι' ἐξαγωγήν, δύνανται νὰ εἰσάγωνται μετὰ προηγουμένην συγκατάθεσιν τῆς Φυτοϋγειονομικῆς Ὑπηρεσίας τῆς εἰσαγούσης χώρας.

Σημεῖα Φυτοϋγειονομικοῦ Ἐλέγχου.

Ἄρθρον 6.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη ἐγκαθιστοῦν Φυτοϋγειονομικὸν Ἔλεγχον ἐπὶ τῆς εἰσαγωγῆς καὶ τῆς διαμετακομίσεως φυτῶν καὶ προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως τῶν δυναμένων νὰ μεταδώσουν ἐπικινδύνους ἀσθενείας καὶ ἐπιβλαβῆ ἔντομα εἰς

τοὺς κάτωθι ὁριζομένους καὶ ἀπαριθμουμένους σιδηροδρομικοὺς Σταθμούς, Λιμένας καὶ Ἀεραλιμένας:

Διὰ τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος.

Α΄. Διὰ τῆς σιδηροδρομικῆς ὁδοῦ:
1) Τὸν Σταθμὸν Ἀθηνῶν.
2) Τὸν Σταθμὸν Θεσσαλονίκης.
3) Τὸν Σταθμὸν Βόλου.

Β΄. Διὰ τῆς θαλασσίας ὁδοῦ:
1) Τὸν Λιμένα Πειραιῶς.
2) Τὸν Λιμένα Θεσσαλονίκης.
3) Τὸν Λιμένα Πατρῶν.
4) Τὸν Λιμένα Βόλου.
5) Τὸν Λιμένα Ἐλευσῖνος.
6) Τὸν Λιμένα Χανίων (Σούδας).
7) Τὸν Λιμένα Ἡρακλείου (Κρήτης).

Γ΄. Διὰ τῆς ἐναερίου ὁδοῦ:
1) Τὸν Ἀερολιμένα Ἑλληνικοῦ (Ἀθῆναι).
2) Τὸν Ἀερολιμένα Σέδες (Θεσσαλονίκη).

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας.

Α΄. Διὰ τῆς σιδηροδρομικῆς ὁδοῦ:
1) Σταθμὸν Σβίλενγκραδ.
2) Σταθμὸν Κουλάτα (Πέτριτς).

Β΄. Διὰ τῆς θαλασσίας ὁδοῦ:
1) Τὸν Λιμένα Στάλιν.
2) Τὸν Λιμένα Μπούργκας.

Γ΄. Διὰ τῆς ἐναερίου ὁδοῦ:
1) Τὸν Ἀερολιμένα Σόφιας.
2) Τὸν Ἀερολιμένα Πλόβντιφ.

Ἐν ἀνάγκῃ τὰ ἐν λόγῳ σημεῖα Φυτοϋγειονομικοῦ Ἐλέγχου δύνανται νὰ αὐξηθοῦν ἢ μειωθοῦν κατὰ τὸν ἀριθμόν, κατόπιν κοινῆς συμφωνίας τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν.

Τελικοὶ Ὅροι.

Ἄρθρον 7.

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ ἐνθαρρύσεως τῆς συνεργασίας εἰς τὸν ἐπιστημονικὸν τομέα καὶ ἑνοποιήσεως, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, τῶν μεθόδων καὶ τῶν μέσων ἅτινα ἀποσκοποῦν εἰς τὴν προστασίαν τῶν φυτῶν, τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν:

1) Νὰ κοινοποιοῦν ἀμοιβαίως δὶς τοῦ ἔτους ἤτοι τὴν (1ην Μαΐου καὶ 31ην Δεκεμβρίου) πληροφορίας ἐπὶ τῆς Φυτοϋγειονομικῆς καταστάσεως, τῶν ἐφαρμοζομένων μέτρων πρὸς ἀποτελεσματικὴν καταπολέμησιν τῶν ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ τῶν ἐπιβλαβῶν ἐντόμων, τῶν φυτῶν ὡς ἐπίσης καὶ τῶν ἐπιτευχθέντων ἀποτελεσμάτων.

2) Νὰ συμμετέχουν, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ καὶ κατόπιν προηγουμένης κοινῆς συμφωνίας εἰς πᾶσαν ἐξόρμησιν ἐναντίον τῆς ἐμφανίσεως ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ ἐπιβλαβῶν ἐντόμων εἰς τὰς ἐγγὺς τῶν συνόρων περιοχὰς καὶ εἰς βάθος 30 χιλιομέτρων ἑκατέρωθεν, ὅταν ἡ ἐν λόγῳ ἐμφάνισις συνιστᾷ μίαν σοβαρὰν ἀπειλὴν διὰ τὴν γεωργικὴν καὶ δασικὴν οἰκονομίαν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ ἀπαιτεῖ, λόγῳ τῆς σοβαρότητός της, μίαν κοινὴν δρᾶσιν.

Ἄρθρον 8.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη, ἀναγνωρίζοντα τὴν ὠφελιμότητα καὶ τὴν ἀνάγκην ἐπαφῆς ὅσον τὸ δυνατὸν συχνοτέρας μεταξὺ τῶν εἰδικῶν εἰς θέματα Φυτοπαθολογίας καὶ Ἐντομολογίας τῶν δύο Χωρῶν ἐπὶ τῷ σκοπῷ ἀμοιβαίας ἀνταλλαγῆς τῆς ἐπιστημονικῆς πείρας καὶ τῆς κτηθείσης πρακτικῆς εἰς τὸν τομέα τῆς προστασίας τῶν φυτῶν, ἀποδέχονται κατ' ἀρχὴν ὅπως διαδοχικαὶ ἐπισκέψεις λαμβάνουν χώραν μεταξὺ τῶν ἐν λόγῳ εἰδικῶν, βάσει ἀμοιβαιότητος. Αἱ λεπτομέρειαι αἱ ἀφορῶσαι εἰς τὴν διάρκειαν καὶ τοὺς οἰκονομικοὺς ὅρους τῶν ἐπισκέψεων αὐτῶν θὰ ρυθμίζωνται δι' ἀπευθείας διαπραγματεύσεων μεταξὺ τῶν Φυτοϋγειονομικῶν Ὑπηρεσιῶν τῶν δύο Χωρῶν.

Ἐν περιπτώσει ἀνάγκης ἐμφανισθησομένης εἰς τὴν παραμεθόριον Φυτοϋγειονομικὴν ζώνην καὶ κατόπιν αἰτήσεως δεόντως διατυπουμένης ὑφ' ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, τὸ ἕτερον θὰ δώσῃ, κατόπιν κοινῆς συμφωνίας καὶ ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν ὑφισταμένων δυνατοτήτων κατ' ἐκείνην τὴν στιγμήν, βοήθειαν ἀποσκοποῦσαν εἰς τὴν πρόληψιν ἢ τὴν καταπολέμησιν τῶν ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ τῶν ἐπιβλαβῶν ἐντόμων, ὑπὸ μορφὴν εἰδικευμένου προσωπικοῦ, ἐφοδίων καὶ ὑλικοῦ. Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη ἐκφράζουν τὴν εὐχὴν ὅπως ἔγγραφοι ἄδειαι διαβάσεως τῶν συνόρων ἐκδίδωνται διὰ τοὺς εἰδικοὺς ἐπὶ τῆς προστασίας τῶν Φυτῶν τῆς Κρατικῆς Ὑπηρεσίας ὑπὸ ὅρους καθορισθησομένους ἑκατέρωθεν ἐκ τῶν ὑστέρων, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Αἱ ἐν λόγῳ ὑπηρεσίαι καὶ τὰ ὑλικὰ θὰ ἀποδίδωνται εἰς τὴν τιμὴν κόστους.

Ἄρθρον 9.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη, ἀναγνωρίζοντα ἐπίσης τὴν ὠφελιμότητα τῆς ἀνταλλαγῆς βιβλιογραφίας ἐπὶ τοῦ πεδίου τῆς Προστασίας τῶν Φυτῶν, ἡ ὁποία θὰ παρέχῃ τὴν εὐκαιρίαν ὅπως παρακολουθῶνται καλλίτερον αἱ πραγματοποιούμεναι πρόοδοι ἐπὶ τοῦ ἐπιστημονικοῦ τομέως τῆς προστασίας τῶν φυτῶν εἰς ἑκάστην τῶν δύο χωρῶν, ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως διενεργοῦν τὴν ἐν λόγῳ ἀνταλλαγὴν βάσει πινάκων συνταχθησομένων ἀμοιβαίως καὶ περιλαμβανόντων τὰ δημοσιεύματα ἑκάστης χώρας καὶ τὰς Ὑπηρεσίας ἢ Ἱδρύματα, ἅτινα θὰ ἠδύναντο νὰ ἐπωφεληθῶσιν ἐκ τούτων.

Ἑκάστη χώρα θὰ παρεμβαίνῃ εἰς τὰς ἐπιτροπὰς συντάξεως τῶν ἐν λόγῳ δημοσιευμάτων, ἵνα ἕκαστον ἄρθρον ἀκολουθῆται ὑπὸ συνόψεως εἰς γαλλικὴν ἢ ἀγγλικὴν καὶ ἵνα ἡ διεύθυνσις τοῦ συγγραφέως ἑκάστου ἄρθρου μνημονεύηται ἐν αὐτῷ, διὰ τὸ ἐνδεχόμενον ἀποκαταστάσεως ἐπαφῆς μὲ τοὺς ἐνδιαφερομένους ἐπὶ τοῦ ἐν λόγῳ ἄρθρου.

Ἄρθρον 10.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη, ἀποδίδοντα μεγάλην σημασίαν εἰς τὴν πλήρη ἐνημέρωσιν ἐπὶ τῶν ἐν ἰσχύϊ εἰς αὐτὰ νομοθετικῶν μέτρων εἰς τὸ πεδίον τῶν Ὑπηρεσιῶν διὰ τὴν προστασίαν τῶν φυτῶν, συμφωνοῦν ἐπὶ τῆς ἀμοιβαίας ἀναλλαγῆς τῆς ἐν ἰσχύϊ νομοθεσίας των καὶ ἐν γαλλικῇ μεταφράσει.

Ἐφεξῆς οἱ δημοσιευόμενοι νόμοι οἱ ἀφορῶντες εἰς τὰ φυτοϋγειονομικὰ μέτρα καταπολεμήσεως τῶν ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ βλαβερῶν ἐντόμων θὰ ἀνακοινοῦται ἀμοιβαίως ἐν γαλλικῇ μεταφράσει.

Ἐκφράζουν ὁμοίως τὴν εὐχὴν διὰ τὴν ἑνοποίησιν, εἰς τὸ ἄμεσον μέλλον, τῶν ἐνδεδειγμένων μεθόδων ἐπὶ τῆς ἀποτελεσματικῆς καταπολεμήσεως τῶν ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ τῶν ἐπιβλαβῶν ἐντόμων, τῶν συνιστώντων κίνδυνον διὰ τὴν ἐθνικὴν των οἰκονομίαν.

Ἄρθρον 11.

Εἰς περίπτωσιν διαφωνίας κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν καὶ τὴν ἑρμηνείαν τῶν ὅρων τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ συστήσουν πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον Μικτὴν Ἐπιτροπήν. Ἐὰν αὕτη δὲν καταλήξῃ εἰς ἱκανοποιητικὴν λύσιν, πᾶσα διαφορὰ θὰ διευθετηθῇ διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 12.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις, ὑποκειμένη εἰς κύρωσιν ἐκ μέρους τῶν Κυβερνήσεων τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν συμφώνως πρὸς τοὺς συνταγματικοὺς ὅρους, θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν ἡμέραν τῆς ἀνταλλαγῆς, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, τῶν ἀνακοινώσεων τῆς ἐγκρίσεως τῆς ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις συνομολογεῖται διὰ διάρκειαν 5 ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν προμνημονευθέντων ἀνακοινώσεων.

Ἡ ἰσχύς της θὰ παρατείνεται αὐτομάτως ἐπὶ ἓν ἔτος μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τοῦ ἀνωτέρω χρονικοῦ διαστήματος ἐκτὸς ἐὰν αὕτη καταγγελθῇ διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ ἀφ' ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, τοὐλάχιστον ἓξ μῆνας πρὸ τῆς ἐκπνοῆς της.

Ἄρθρον 13.

Εἰς πίστωσιν τούτων, οἱ ὑπογραφόμενοι Πρόεδροι τῶν ἀντιπροσωπειῶν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν ἀφοῦ ἀμοιβαίως ἀνεκοίνωσαν ἀλλήλοις τὰ πληρεξούσιά των τὰ ὁποῖα εὑρέθησαν ἐν τάξει ὑπογράφουσι τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἐν ὀνόματι τῶν Κυβερνήσεών των.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 19ην Ἀπριλίου τοῦ ἔτους χίλια ἐννεακόσια πεντήκοντα πέντε εἰς δύο αὐθεντικὰ ἀντίτυπα εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν, ἑκάτερον τῶν ὁποίων εἶναι τοῦ αὐτοῦ κύρους.

ΔΙΑ ΤΗΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΙΝ ΤΟΥ ΕΛΛΗΝΙΚΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ

Δρ. Φώτιος Παπαχριστοφίλου
Διευθυντὴς τῆς Κτηνιατρικῆς Ὑπηρεσίας τοῦ Ὑπουργείου τῆς Γεωργίας ἐν Ἀθήναις

ΔΙΑ ΤΗΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΙΝ ΤΗΣ ΛΑΪΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΒΟΥΛΓΑΡΙΑΣ

Δρ. Νικόλαος Δημητρὼφ — Νικολὼφ
Διευθυντὴς Ἀναπληρωτὴς τῆς Διοικήσεως «Κτηνοτροφίας καὶ Κτηνιατρικοῦ Ἔργου» τοῦ Ὑπουργείου τῆς Γεωργίας ἐν Σόφια.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

ΥΠΟΥΡΓΕΙΟΝ ΓΕΩΡΓΙΑΣ
ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΦΥΤΟΠΑΘΟΛΟΓΙΑΣ
ΦΥΤΟΥΓΕΙΟΝΟΜΙΚΗ ΥΠΗΡΕΣΙΑ

ΦΥΤΟΥΓΕΙΟΝΟΜΙΚΟΝ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΝ

Πιστοποιεῖται ὅ,τι:

Τὰ φυτά, μέρη τῶν φυτῶν ἢ φυτικὰ προϊόντα τὰ περιγραφόμενα κατωτέρω ἐξητάσθησαν λεπτομερῶς, ἐν ὅλῳ ἢ ἐν ἀντιπροσωπευτικῷ δείγματι, τὴν ..... ὑπὸ ... . ἁρμοδίου ὑπαλλήλου τῆς Ὑπηρεσίας διὰ τὴν προστασίαν τῶν φυτῶν καὶ ἐκρίθησαν κατ' αὐτὸν πρακτικῶς ἀπηλλαγμένα ἐπικινδύνων ἐχθρῶν τῶν καλλιεργειῶν καὶ ὅτι ἡ ἀποστολὴ κρίνεται σύμφωνος πρὸς τὰς ἰσχυούσας φυτοϋγειονομικὰς διατάξεις τῆς εἰσαγούσης χώρας, ὡς εἰδικῶς ἀναφέρεται εἰς τὴν κατωτέρω συμπληρωματικὴν δήλωσιν ἢ ἀλλαχοῦ .....

Ὑποκαπνισμὸς ἢ ἀπολύμανσις (συμπληροῦται τῇ αἰτήσει τῆς εἰσαγούσης χώρας).

Ἡμερομηνία: ....
Εἶδος ἐπεμβάσεως: ....
Διάρκεια ἐπεμβάσεως: ....
Χρησιμοποιηθὲν χημικὸν προϊὸν καὶ πυκνότης: .....
Συμπληρωματικὴ δήλωσις: ....

Ἐγένετο ἐν .....

(Σφραγὶς τῆς Ὑπηρεσίας) (Ὑπογραφὴ) Ἰδιότης

ΠΕΡΙΓΡΑΦΗ ΤΗΣ ΑΠΟΣΤΟΛΗΣ

Ἐπώνυμον, Ὄνομα καὶ Διεύθυνσις τοῦ ἀποστολέως .....
Ἐπώνυμον, Ὄνομα καὶ Διεύθυνσις τοῦ Παραλήπτου .....
Ἀριθμὸς καὶ εἶδος τῶν κόλλων .....
Περιεχόμενον τῆς ἀποστολῆς .....
Σημεῖα τῶν κόλλων .....
Προέλευσις (αἰτήσει τῆς εἰσαγούσης χώρας) .....
Μέσον μεταφορᾶς .....
Σημεῖον Μεταφορᾶς .....
Σημεῖον εἰσόδου .....
Βοτανικὸν (ἐπιστημονικὸν) ὄνομα (αἰτήσει τῆς εἰσαγούσης χώρας). .....

(2)

ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4388

Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις, τῇ 27.4.1963, μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Οὐγγαρίας Συμφωνίας, περὶ τακτικῶν ἐμπορικῶν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 8 Σεπτεμβρίου 1964 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη ἰσχὺν νόμου ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Ἀθήναις, τῇ 27.4.1963, μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Οὐγγαρίας Συμφωνία περὶ τακτικῶν ἐμπορικῶν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν, ὡς καὶ τὸ Παράρτημα καὶ Συμπληρωματικὴ συμφωνία ταύτης τὰ οἰκεῖα κείμενα τῶν ὁποίων ἔπονται ἐν Ἀγγλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Ὀκτωβρίου 1964

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΓΕΩΡΓ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Α. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ, ΣΤ. ΚΩΣΤΟΠΟΥΛΟΣ, Ν. ΜΠΑΚΟΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΤΟΥΜΠΑΣ, Κ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ, Γ. ΜΕΛΑΣ, Γ. ΜΠΑΚΑΤΣΕΛΟΣ, Κ. ΤΑΛΙΑΔΟΥΡΗΣ, Ι. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ, ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΛΟΥΚΗΣ ΑΚΡΙΤΑΣ, Κ. ΜΑΡΗΣ, Ν. ΚΟΥΝΤΟΥΡΗΣ, ΑΓΓ. ΑΓΓΕΛΟΥΣΗΣ, Ε. ΑΡΒΑΝΙΤΑΚΗΣ, Ν. ΜΑΛΙΑΚΑΣ, Γ. ΜΥΛΩΝΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 24 Ὀκτωβρίου 1964

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Ν. ΜΠΑΚΟΠΟΥΛΟΣ

AGREEMENT

Between the Royal Hellenic Government and the Government of the Hungarian People's Republic on civil aviation

The Royal Hellenic Government and the Government of the Hungarian People's Republic described below as the Contracting Parties, desirous of establishing regulations concerning their mutual relations in the field of civil aviation and of encouraging the development of regular commercial air transport between their two countries, have agreed as follows :

Article 1

1. For the purpose of this Agreement, the following terms shall mean :

(a) «Aeronautical Authorities»

i' In the case of the Royal Hellenic Government :

The Chief of Civil Aviation of the Ministry of Communications for the time being, or any person or body authorized by the Royal Hellenic Government to perform any functions presently exercised by the said Chief or similar functions.

ii'. In the case of the Hungarian Government ;

The Director General of the Board of Civil Aviation of the Ministry of Communications and Posts for the time being, or any person or body authorized by the Government of the Hungarian People' s Republic to perform any functions presently exercised by the said Director General or similar functions.

(b) «Territory»

The land areas, territorial waters adjacent thereto, and the airspace above, under the sovereignty of either Contracting Party.

(c) «International Air Service»

Any air service performed by aircraft for the public transport of passengers, mail or cargo and passing through the airspace over the territory of more than one state.

(d) «Designated Airline»

The Air Transport enterprise which either Contracting Party has notified in writing to the other Contracting Party as the airline to operate the agreed air services, and perform the rights granted by the other Contracting Party, in accordance with this Agreement.

(e) «Specified Routes»

Air routes specified in the Annex to this Agreement·

2. The Annex to this Agreement shall be deemed to be part of the Agreement and all references to the «Agreement» shall include reference to the Annex, except otherwise expressly provided.

Article II

1. Each Contracting Party grants to the other Contract'ng Party the rights specified in the Annex to the present Agreement for the purpose of establishing scheduled international air services specified in this Annex.

2. The designated airlines shall take into consideration their mutual interests on the common routes so as not to affect unduly their respective services.

3. The agreed services shall have as their primary objective the provision of a capacity adequate to the traffic demands between the country to which the designated airline belongs and the countries of destination.

4. There shall be fair and equal opportunity for the designated airlines to operate on the agreed services between the territories of the Contracting Parties.

5. The right to take on and put down in the territory of one Contracting Party, international traffic destined for or coming from third countries, shall be exercised in accordance with general principles of orderly development of the international air transport and in such a way that capacity be relnted to :

(a) the traffic demand between the country of origin and the countries of destination,

(b) the traffic demand of the area through which the air services pass, taking into consideration the local and regional services,

(c) the requirements of an economical operation of the agreed services.

Article III

1. Each Contracting Party shall have the right to designate in writing to the other Contracting Party one air line for the purpose of operating the agreed services on the specified routes.

2. On receipt of such designation, the other Contracting Party shall, subject to the provisions of paragraphs (3) and (4) of this article, grant without delay to the designated airline the appropriate operating authorizations.

3. The aeronautical authorities of one Contracting Party before granting the authorization referred to in paragraph (2) of this article may require the airline designated by the other Contracting Party to prova that it is qualified to fulfill the conditions prescribed under the laws and regulations normally and reasonably applied to the operation of international air services by such authorities.

4. Each Contracting Party shall have the right to refuse to grant the operating authorization referred to in paragraph (2) of this article, or to impose such conditions as it may deem necessary on the exercise by a designated airline of the rights specified in the Annex hereto, in any case where the said Contracting Party has not the proof that substantial ownership and effective control of that airline are vested in the Contracting Party designating the airline or in physical or legal persons of this Contracting Party.

5. When an airline has been so designated and authorized, it may begin at any time to operate the agreed services in accordance with the provisions of the present Agreement.

Article IV

1. Each Contracting Party shall have the right to revoke an operating authorization or to suspend the exercise of the rights specified in the Annex to the present Agreement by the airline designated by the other Contracting Party, or to impose such conditions as it may deem necessary on the exercise of these rights :

(a) in any case where it has not the proof that substantial ownership and effective control of that airline are vested in the Contracting Party designating the airline or in physical or legal persons of such Contracting Party, or

(b) in the case of failure by that airline to comply with the laws or regulations of the Contracting Party granting these rights, or

(c) in case the airline otherwise fails to operate in accordance with the conditions prescribed under the present Agreement and the Annex thereto.

2. Unless immediate revocation, suspension or imposition of conditions is necessary to prevent further infringements of laws or regulations, such right shall be exercised only after consultation with the other Contracting Party.

Atticle V

1. Each Contracting Party shall cause its designated airline to submit to the aeronautical authorities of the other Party, for approval, one month in advance, the complete timetable of the services specifying the frequencies and aircraft type to be used as well as any other relevant information concerning the operation of the agreed air services. The airlines in question shall communicate any modification of the above mentioned data, in principle with a same prior notification.

2. The designated airline of either Contracting Party shall supply to the aeronautical authorities of the other Contracting Party, on request, any necessary data for the determination of the traffic related to the agreed services.

Article VI

1. The tariffs to be charged by the airline of one Contracting Party for carriage to or from the territory of the other Contracting Party shall be established at reasonable levels due regard being paid to all relevant factors including cost of operation, reasonable profit, and the tariffs of other airlines.

2. The tariffs referred to in paragraph (1) of this article shall be agreed by the designated airlines concerned of both Contracting Parties. If the designated airlines can not agree on any of these tariffs, the aeronautical authorities of the Contracting Parties shall try to determine the tariff by agreement between themselves.

3. The tariffs agreed between the designated airlines shall be sumbitted by them for approval to their National aeronautical authorities at least thirty (30) days before the proposed date of their introduction; in special cases, this time limit may be reduced, subject to the agreement of the said authorities.

4. The aeronautical authorities of either Contracting Party shall communicate directly to the aeronautical authorities of the other Contracting Party their approval or any eventual disapproval of the proposed tariffs as much in advance as practicable and, if possible, at least fifteen (15) days before the proposed date of introduction of such tariffs. Any eventual disagreement thereon shall be settled in accordance with the provisions of article XII para 2.

Article VII

Taxes and other charges for the use of airports, their installations and technical equipment on the territory of one Contracting Party, shall be levied in accordance with the official level of tariffs established by the laws and regulations of this Contracting Party.

Article VIII

1. Aircraft operated on services prescribed in the Annex to this Agreement as well as fuel and lubricants, spare parts, regular equipment and stores on board such aircraft shall be exempt from import and export duties and other duties and taxes on arriving in and departing from the territory of the either Contracting Party, even when the above mentioned supplies are used or consumed during the above flight over the said territory excepting however the cases in which such supplies would be transferred to third persons on the territory of the other Contracting Party.

2. Fuel and lubricants necessary to supply the aircraft of the designated airline of either Contracting Party, taken on board. in the territory of the other Contracting Party, shall be exempt from customs duties and other national and local taxes.

3. Fuel and lubricants, spare parts, tools, regular equipment and aircraft provisions introduced into and or deposited on the territory of one Contracting Party for consumption and use by the aircraft of the airline of the other Contracting Party with a view to ensuring the performance of flights prescribed in the Annex to the present Agreement shall be exempt from import and export duties and other duties and taxes on arriving in or departing from the territory of the other Contracting Party, their transfer, however, to third parties, on this territory not being permitted. The above mentioned spare parts, tools, regular equipment and provisions shall be used within the limited area of the airport concerned, for the handling of aircraft, passengers and cargo. However, in the case of a forced landing or landing on an alternate aerodrome the above mentioned supplies shall be transferred to the point in which the aircraft is.

4. The supplies and objects mentioned in the present article while being on the territory of the other Contracting Party shall be kept under customs supervision.

Article IX

1. Every aircraft used by the designated airlines and engaged on the agreed services shall bear its appropriate nationality and registration marks, and shall carry the following documents :

(a) its certificate or registration ;

(b) its certificate of airworthiness ;

(c) the appropriate licences or certificates for each member of the crew ;

(d) its journey log book or any other document which replaces it ;

(e) the aircraft radio station licence ;

(f) the passenger list ;

(g) if it carries cargo a manifest and detailed declaration of the cargo ;

(h) if it carries special categories of cargo the necessary permits for this purpose.

2. Cartificates of airworthiness, certificates of competency and licences issued or rendered valid by one Contracting Party shall be recognized as valid by the other Contracting Party, each Contracting Party reserves the right to refuse to recognize, for the purpose of flights above its own territory, licences granted by the other Contracting Party to any persons regarded as its nationals under its own national legislation.

Article X

1. The laws and regulations of either Contracting Party relating to the entry into, stay in and departure from its territory of aircraft engaged in international air navigation or in the operation, navigation and conduct of aircraft while in its territory shall equally apply to the aicraft of the designated airline of the other Contracting Party. The regulations and procedures relating to the security and conduct of lights, appliable by the one Contracting Party to the aircraft of the other Party, shall conform with those uniformly applied to its own aircraft and to the international air transport in general, and shall not substantially differ from the principles of international Conventions in force.

2. Passengers, crew and consignors as well as any third person acting in the name and on behalf of consignors, shall have to conform with the laws and regulations governing on the territory of either Contracting Party entry, stay and departure of passengers, crew and cargo. The above shall apply particularly to the prescriptions relating to the import, export, immigration, customs, sanitary and exchange regulations.

Article XI

In the case of a forced landing, damage or crash occured to an aircraft of one Contracting Party, on the territory of the other Contracting Party, the Party on the territory of which the above mentioned accident took place shall inform immediately the other Contracting Party in this respect and shall take proper actions for an inquiry on the cause of the accident and at the request of the other Contracting Party shall allow the representatives of this Contracting Party free entrance in its territory in order to be present as observers in the inquiry on the accident. It shall equally take immediate measures in order to assist the crew and passengers victims of this accident and it will secure the mail, luggage and the cargo on board this aircraft. The Contracting Party conducting the inquiry shall communicate the results thereof to the other Contracting Party and if this Contracting Party so desires it shall trasmit to the latter copy of the whole documentation on the inquiry.

Article XII

1. In a spirit of close cooperation the aeronautical authorities of both Contracting Parties shall consult each other from time to time in a view to ensuring the implementation and satisfactory fulfillment of the principles set forth in the present Agreement and the Annex thereto.

2. Any dispute relating to the interpretation or application of the present Agreement or its Annex shall be settled by direct negotiations between the aeronautical authorities of the two Contracting Parties ; if said authorities fail to reach an agreement the dispute shall be settled through the diplomatic channels.

Article XIII

1. If either of the Contracting Parties considers it desirable to modify any provision of the present Agreement, such modification, if agreed between the Contracting Parties, shall come into effect when confirmed by an exchange of Notes.

2. The Annex to the present Agreement may be modified by agreement between the aeronautical authorities of the Contracting Parties. Modifications thus agreed upon shall come into force at a date mutually established by the aeronautical authorities and shall be confirmed by an exchange of Notes.

Article XIV

The present Agreement shall be registered with the Secretariat of the United Nations, in accordance with Article 102 of the Charter.

Article XV

1. The present Agreement shall enter into force provisionally on the date of its signature.

2. It will be ratified according to the constitutional requirements of each Contracting Party and shall come into final effect on the date of the exchange of the instruments of ratifications which shall take place in Budapest.

3. The present Agreement can be denounced by either Contracting Party and shall terminate six months after the date of receipt by the other Contracting Party of the notification of this denunciation.

In withness thereof the undersigned Plenipotentiaries, duly authorized to this effect have signed the present Agreement.

Done in Athens on the 27th April 1963, in duplicate, in the English language, each cocy having the same authenticity.

For the Royal Hellenic Government	For the Government of the Hungarian People's Republic
GEORGES DOUKAS	FERENC MAJOROS

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας περὶ Πολιτικῆς Ἀεροπορίας.

Ἡ Ἑλληνικὴ Βασιλικὴ Κυβέρνησις καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας, ἀποκαλούμεναι κατωτέρω ὡς τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἐπιθυμοῦσαι τὸν διακανονισμὸν τῶν ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας ἀμοιβαίων σχέσεών των καὶ τὴν ἐνθάρρυνσιν πρὸς ἀνάπτυξιν τῶν τακτικῶν ἐμπορικῶν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν των, συνεφώνησαν ὡς ἀκολούθως:

Ἄρθρον I.

1. Ἐν τῷ πνεύματι τῆς παρούσης Συμφωνίας, οἱ κάτωθι ὅροι θὰ σημαίνουν:

α) «Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ»

ι) Εἰς τὴν περίπτωσιν τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως: Τὸν Ἀρχηγὸν Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν, ἐπὶ τοῦ παρόντος, ἢ οἱονδήποτε πρόσωπον ἢ σῶμα ἐξουσιοδοτημένον ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως, ὅπως ἐνασκῇ ἀπάσας τὰς νῦν ἀσκουμένας ὑπὸ τοῦ προαναφερθέντος Ἀρχηγοῦ ἁρμοδιότητας ἢ παρομοίας ἁρμοδιότητας.

ιι) Εἰς τὴν περίπτωσιν τῆς Οὐγγρικῆς Κυβερνήσεως: Τὸν Γενικὸν Δ)ντὴν τοῦ Συμβουλίου Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν καὶ Ταχυδρομείων, ἐπὶ τοῦ παρόντος, ἢ οἱονδήποτε πρόσωπον ἢ σῶμα ἐξουσιοδοτημένον ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας ὅπως ἐνασκῇ ἀπάσας τὰς νῦν ἀσκουμένας ὑπὸ τοῦ προαναφερθέντος Γενικοῦ Δ)ντοῦ ἁρμοδιότητας ἢ παρομοίας ἁρμοδιότητας.

β) «Ἔδαφος»

Τὰς ὑπὸ τὴν κυριαρχίαν ἑκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους χερσαίας περιοχάς, τὰ προσκείμενα εἰς ταύτας χωρικὰ ὕδατα καὶ τὸν ἄνωθεν τούτων ἀεροπορικὸν χῶρον.

γ) «Διεθνὴς Ἀεροπορικὴ Γραμμὴ»

Οἱανδήποτε ἀεροπορικὴν γραμμὴν ἐκτελουμένην δι' ἀεροσκαφῶν πρὸς δημοσίαν μεταφορὰν ἐπιβατῶν, ταχυδρομείου ἢ φορτίου καὶ διερχομένην διὰ μέσου τοῦ ἀεροπορικοῦ χώρου ὑπερθεν τοῦ ἐδάφους πλειόνων τοῦ ἑνὸς Κρατῶν.

δ) «Ὡρισθεῖσα Ἀεροπορικὴ Ἑταιρεία»

Τὴν ἐπιχείρησιν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν ἣν ἑκάτερον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐγνωστοποίησεν ἐγγράφως πρὸς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος ὡς τὴν Ἀεροπορικὴν Ἑταιρείαν τὴν δικαιουμένην νὰ ἐκμεταλλεύεται τὰς συμφωνηθείσας γραμμὰς καὶ νὰ ἀσκῇ τὰ δικαιώματα τὰ χορηγηθέντα ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, συμφώνως πρὸς τὴν παρουσαν Συμφωνίαν.

ε) «Καθορισθεῖσαι διαδρομαὶ»

Τὰς ἀεροπορικὰς γραμμὰς τὰς καθοριζομένας εἰς τὸ Παράρτημα τῆς παρούσης Συμφωνίας.

2. Τὸ Παράρτημα τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ θεωρῆται ὡς ἀποτελοῦν μέρος τῆς Συμφωνίας καὶ ὅλαι αἱ παραπομπαὶ εἰς τὴν «Συμφωνίαν» θὰ θεωροῦνται ὡς παραπομπαὶ καὶ εἰς τὸ Παράρτημα, ἐκτὸς ἐὰν ρητῶς προβλέπεται ἄλλως.

Ἄρθρον II.

1. Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος χορηγεῖ εἰς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος τὰ καθοριζόμενα ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας δικαιώματα, πρὸς τὸν σκοπὸν ἐγκαταστάσεως τακτικῶν διεθνῶν ἀεροπορικῶν γραμμῶν καθοριζομένων εἰς τὸ μνησθὲν Παράρτημα.

2. Αἱ ὁρισθεῖσαι Ἀεροπορικαὶ Ἑταιρεῖαι θὰ λαμβάνουν ὑπ' ὄψιν των τὰ ἀμοιβαία των συμφέροντα ἐπὶ τῶν κοινῶν διαδρομῶν ἐφ' ὧν ἀσκοῦν ἐκμετάλλευσιν, οὕτως ὥστε νὰ μὴ ἐπηρεάζωνται, ἀδικαιολογήτως, αἱ ἀντίστοιχοι γραμμαί των.

3. Αἱ συμφωνηθεῖσαι γραμμαὶ θὰ ἔχουν ὡς κύριον σκοπὸν των τὴν προσφορὰν χωρητικότητος ἀνταποκρινομένης εἰς τὴν ζήτησιν τῆς κινήσεως μεταξὺ τῆς χώρας εἰς τὴν ὁποίαν ἡ ὁρισθεῖσα Ἀεροπορικὴ Ἑταιρεία ἀνήκει καὶ τῶν χωρῶν προορισμοῦ.

4. Αἱ ὁρισθεῖσαι Ἀεροπορικαὶ Ἑταιρεῖαι θὰ ἀπολαμβάνουν ἴσων καὶ δικαίων δυνατοτήτων ἐκμεταλλεύσεως ἐπὶ τῶν συμφωνηθεισῶν γραμμῶν μεταξὺ τῶν ἐδαφῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

5. Τὸ δικαίωμα τῆς ἐπιβιβάσεως ἢ ἀποβιβάσεως εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους, διεθνοῦς κινήσεως προοριζομένης διὰ ἢ προερχομένης ἐκ τρίτων χωρῶν, θὰ ἐνασκεῖται συμφώνως πρὸς τὰς γενικὰς ἀρχὰς εὐρύθμου ἀναπτύξεως τῆς διεθνοῦς ἀεροπορικῆς μεταφορᾶς καὶ εἰς τρόπον ὥστε ἡ χωρητικότης νὰ προσαρμόζεται:

α) πρὸς τὴν ζήτησιν κινήσεως μεταξὺ τῆς χώρας προελεύσεως καὶ τῶν χωρῶν προορισμοῦ·

β) πρὸς τὴν ζήτησιν κινήσεως τῆς περιοχῆς διὰ μέσου τῆς ὁποίας διέρχονται αἱ ἀεροπορικαὶ γραμμαί, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν τοπικῶν καὶ περιοχικῶν γραμμῶν·

γ) πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις οἰκονομικῆς ἐκμεταλλεύσεως τῶν συμφωνηθεισῶν γραμμῶν.

Ἄρθρον III.

1. Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ὑποδείξῃ ἐγγράφως πρὸς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος μίαν Ἀεροπορικὴν Ἑταιρείαν διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν συμφωνηθεισῶν γραμμῶν ἐπὶ τῶν καθορισθεισῶν διαδρομῶν.

2. Ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν τῆς τηρήσεως τῶν διατάξεων τῶν παραγρ. (3) καὶ (4) τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος θέλει χορηγήσει, ἄνευ καθυστερήσεως, ἅμα τῇ λήψει τοῦ ὡς ἄνω διορισμοῦ, εἰς τὴν ὁρισθεῖσαν Ἀεροπορικὴν Ἑταιρείαν τὴν κεκανονισμένην ἄδειαν ἐκμεταλλεύσεως.

3. Αἱ Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους πρὶν ἢ χορηγήσουν τὴν ἀναφερομένην εἰς τὴν παράγρ. (2) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἄδειαν δύνανται νὰ ἀπαιτήσουν παρὰ τῆς ὁρισθείσης ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους Ἀεροπορικῆς Ἑταιρείας ὅπως ἀποδείξῃ ὅτι ἔχει τὰ προτόντα πρὸς ἐκπλήρωσιν τῶν ὅρων τῶν ὑπαγορευομένων ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν οἵτινες συνήθως καὶ λογικῶς τίθενται ὑπὸ τῶν ἀρχῶν αὐτῶν ἐν τῇ ἐκμεταλλεύσει διεθνῶν ἀεροπορικῶν γραμμῶν.

4. Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἀρνῆται τὴν χορήγησιν τῆς ἀναφερομένης ἐν παραγρ. (2) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀδείας ἐκμεταλλεύσεως ἢ νὰ ἐπιβάλῃ τοὺς κατὰ τὴν κρίσιν του ἀναγκαίους ὅρους ἐπὶ τῆς ἐνασκήσεως ὑπὸ ὁρισθείσης Ἀεροπορικῆς Ἑταιρείας τῶν καθωρισθέντων ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης δικαιωμάτων, κατὰ πᾶσαν περίπτωσιν, καθ' ἣν τὸ ἐν λόγῳ Συμβαλλόμενον Μέρος δὲν ἔχει ἀποδείξεις ὅτι ἡ οὐσιαστικὴ κυριότης καὶ ὁ πραγματικὸς ἔλεγχος τῆς Ἀεροπορικῆς Ἑταιρείας ταύτης εὑρίσκονται εἰς χεῖρας τοῦ ὑποδεικνύοντος τὴν Ἀεροπορικὴν Ἑταιρείαν Συμβαλλομένου Μέρους ἢ εἰς φυσικὰ ἢ νομικὰ πρόσωπα τοῦ αὐτοῦ Συμβαλλομένου Μέρους.

5. Ἐφ' ὅσον Ἀεροπορικὴ Ἑταιρεία ὁρισθῇ καὶ ἐξουσιοδοτηθῇ κατὰ τὰ ἀνωτέρω, δύναται ὁποτεδήποτε νὰ κάμῃ ἔναρξιν ἐκμεταλλεύσεως τῶν συμφωνηθεισῶν γραμμῶν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον IV.

1. Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἀνακαλῇ τὴν ἄδειαν ἐκμεταλλεύσεως ἢ νὰ ἀναστέλλῃ τὴν ἄσκησιν τῶν καθοριζομένων ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας δικαιωμάτων ὑπὸ τῆς Ἀεροπορικῆς Ἑταιρείας τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἢ νὰ ἐπιβάλῃ τοὺς κατὰ τὴν κρίσιν του ἀναγκαίους ὅρους ἐπὶ τῆς ἀσκήσεως τῶν δικαιωμάτων τούτων:

α) Εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν δὲν ἔχει ἀποδείξεις ὅτι ἡ οὐσιαστικὴ κυριότης καὶ ὁ πραγματικὸς ἔλεγχος τῆς Ἀεροπορικῆς Ἑταιρείας ταύτης εὑρίσκονται εἰς χεῖρας τοῦ ὁρίζοντος τὴν Ἀεροπορικὴν Ἑταιρείαν Συμβαλλομένου Μέρους ἢ φυσικῶν ἢ νομικῶν προσώπων τοῦ Συμβαλλομένου τούτου Μέρους, ἢ

β) Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ ἐν λόγῳ Ἀεροπορικὴ Ἑταιρεία ἤθελε παραλείψει νὰ συμμορφωθῇ πρὸς τοὺς νόμους ἢ κανονισμοὺς τοῦ χορηγοῦντος τὰ δικαιώματα ταῦτα Συμβαλλομένου Μέρους, ἢ

γ) Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ Ἀεροπορικὴ Ἑταιρεία, καθ' οἱονδήποτε τρόπον ἤθελε παραλείψει νὰ ἀσκῇ τὴν ἐκμετάλ-

λευσιν συμφώνως πρὸς τοὺς καθοριζομένους διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς ὅρους.

2. Ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν ἡ ἄμεσος ἀνάκλησις ἀναστολὴ ἢ ἡ ἐπιβολὴ ὅρων εἶναι ἀναγκαία διὰ τὴν πρόληψιν περαιτέρω παραβάσεως τῶν νόμων ἢ κανονισμῶν, τὸ τοιοῦτον δικαίωμα θὰ ἀσκῆται μόνον κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον V.

1. Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ μεριμνᾷ ὅπως ἡ ὑπ' αὐτοῦ ὁρισθεῖσα Ἀεροπορικὴ Ἑταιρεία ὑποβάλῃ εἰς τὰς Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς τοῦ ἑτέρου Μέρους, πρὸς ἔγκρισιν, μὲ προειδοποίησιν ἑνὸς μηνός, τὰ πλήρη ὡράρια δρομολογίων, καθορίζουσα τὰς συχνότητας καὶ τὸν τύπον τῶν χρησιμοποιηθησομένων ἀεροσκαφῶν καθὼς ἐπίσης καὶ πᾶσαν ἑτέραν σχετικὴν πληροφορίαν, ἀφορῶσαν τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν συμφωνηθεισῶν ἀεροπορικῶν γραμμῶν. Αἱ ἐν λόγῳ Ἀεροπορικαὶ Ἑταιρεῖαι θὰ κοινοποιοῦν πᾶσαν τροποποίησιν τῶν ὡς ἄνω μνημονευθέντων δεδομένων, κατ' ἀρχὴν μὲ τὴν αὐτὴν προειδοποίησιν.

2. Ἡ ὁρισθεῖσα Ἀεροπορικὴ Ἑταιρεία ἑκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους θὰ παρέχῃ εἰς τὰς Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, τῇ αἰτήσει των, ἅπαντα τὰ ἀναγκαῖα δεδομένα πρὸς προσδιορισμὸν τῆς ἀφορώσης τὰς συμφωνηθείσας γραμμὰς κινήσεως.

Ἄρθρον VI.

1. Τὰ ὑπὸ τῆς Ἀεροπορικῆς Ἑταιρείας τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους ἐφαρμοσθησόμενα τιμολόγια διὰ μεταφορᾶς πρὸς ἢ ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους θὰ καθορίζωνται εἰς λογικὰ ἐπίπεδα, λαμβανομένων δεόντως ὑπ' ὄψιν ἁπάντων τῶν σχετικῶν συντελεστῶν, συμπεριλαμβανομένων τοῦ κόστους ἐκμεταλλεύσεως, τοῦ λογικοῦ κέρδους καὶ τῶν τιμολογίων ἑτέρων Ἀεροπορικῶν Ἑταιρειῶν.

2. Τὰ ἀναφερόμενα ἐν τῇ παραγράφῳ (1) τοῦ παρόντος ἄρθρου τιμολόγια θὰ καταρτίζωνται κοινῇ συμφωνίᾳ ὑπὸ τῶν ὁρισθεισῶν Ἀεροπορικῶν Ἑταιρειῶν ἀμφοτέρων τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν. Ἐὰν αἱ ὁρισθεῖσαι Ἀεροπορικαὶ Ἑταιρεῖαι δὲν δύνανται νὰ συμφωνήσουν ἐπὶ οἱουδήποτε τῶν τιμολογίων τούτων, αἱ Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ προσπαθήσουν νὰ καθορίσουν τὸ τιμολόγιον κοινῇ μεταξύ των συμφωνίᾳ.

3. Τὰ συμφωνούμενα μεταξὺ τῶν ὁρισθεισῶν Ἀεροπορικῶν Ἑταιρειῶν τιμολόγια θὰ ὑποβάλλωνται ὑπ' αὐτῶν πρὸς τὰς Ἐθνικὰς των Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς πρὸς ἔγκρισιν τριάκοντα (30) τοὐλάχιστον ἡμέρας πρὸ τῆς ὑπολογιζομένης ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἐφαρμογῆς των· εἰς ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις τὸ χρονικὸν τοῦτο ὅριον δυνατὸν νὰ περιορισθῇ ἐφ' ὅσον ἤθελον συμφωνήσει πρὸς τοῦτο αἱ ἐν λόγῳ ἀρχαί.

4. Αἱ Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ ἑκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους θὰ ἀνακοινώσουν ἀπ' εὐθείας πρὸς τὰς Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους τὴν ἔγκρισίν των ἢ ἐνδεχομένην ἀπόρριψιν τῶν προτεινομένων τιμολογίων ἐντὸς τοῦ βραχυτέρου χρονικοῦ διαστήματος καί, εἰ δυνατόν, τοὐλάχιστον 15 ἡμέρας πρὸ τῆς προβλεπομένης ἡμερομηνίας, θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῶν τοιούτων τιμολογίων. Οἱαδήποτε τυχὸν διαφωνία ἐπὶ τούτων θὰ ρυθμίζεται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου XII.

Ἄρθρον VII.

Τέλη καὶ ἕτερα δικαιώματα χρήσεως ἀερολιμένων, ἐγκαταστάσεών των καὶ τεχνικῶν ἐξοπλισμῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους θὰ ἐπιβάλλωνται συμφώνως πρὸς τὰ ἐπισήμως καθιερωθέντα τιμολόγια ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ Συμβαλλομένου τούτου Μέρους.

Ἄρθρον VIII.

1. Ἀεροσκάφη χρησιμοποιούμενα ἐπὶ γραμμῶν καθοριζομένων εἰς τὸ Παράρτημα τῆς παρούσης Συμφωνίας, καθὼς ἐπίσης καύσιμα καὶ λιπαντικά, ἀνταλλακτικά, κανονικὸς ἐξοπλισμὸς καὶ προμήθειαι ἐπὶ τῶν ἐν λόγῳ ἀεροσκαφῶν, θὰ ἀπαλλάσσωνται, κατὰ τὴν ἄφιξιν καὶ ἀναχώρησιν ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, τῶν εἰσαγωγικῶν καὶ ἐξαγωγικῶν δασμῶν καὶ τῶν ἑτέρων δασμῶν καὶ φόρων, ἀκόμη καὶ ὅταν τὰ ἄνω μνημονευθέντα ὑλικὰ χρησιμοποιοῦνται ἢ καταναλίσκωνται κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἄνω πτήσεως ὑπεράνω τοῦ ἐν λόγῳ ἐδάφους, ἐξαιρουμένων, ὁπωσδήποτε, τῶν περιπτώσεων, κατὰ τὰς ὁποίας τὰ τοιαῦτα ὑλικὰ ἤθελον μεταβιβασθῇ εἰς τρίτα πρόσωπα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

2. Καύσιμα καὶ λιπαντικὰ ἀναγκαιοῦντα διὰ τὸν ἀνεφοδιασμὸν τῶν ἀεροσκαφῶν τῆς ὁρισθείσης ὑφ' ἑκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους Ἀεροπορικῆς Ἑταιρείας, φορτωθέντα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, θὰ ἀπαλλάσσονται ἐκ τῶν τελωνειακῶν δασμῶν καὶ ἑτέρων ἐθνικῶν καὶ τοπικῶν δασμῶν.

3. Καύσιμα καὶ λιπαντικά, ἀνταλλακτικά, ἐργαλεῖα, κανονικὸς ἐξοπλισμὸς καὶ προμήθεια ἀεροσκαφῶν εἰσαγόμενα εἰς καὶ ἢ ἐναποτιθέμενα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου μέρους, ἵνα καταναλωθοῦν καὶ χρησιμοποιηθοῦν ὑπὸ τῶν ἀεροσκαφῶν τῆς Ἀεροπορικῆς Ἑταιρείας τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ ἀποσκοποῦντα ὅπως ἐξασφαλίσουν τὴν ἐκτέλεσιν τῶν πτήσεων τῶν καθοριζομένων ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ ἀπαλλάσσονται, κατὰ τὴν εἴσοδον καὶ ἔξοδον ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, τῶν εἰσαγωγικῶν καὶ ἐξαγωγικῶν δασμῶν καὶ τῶν ἑτέρων δασμῶν καὶ φόρων, μὴ ἐπιτρεπομένης, ὁπωσδήποτε, τῆς μεταβιβάσεως αὐτῶν εἰς τρίτους, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τούτου. Τὰ ἄνω μνημονευόμενα ἀνταλλακτικά, ἐργαλεῖα, κανονικὸς ἐξοπλισμὸς καὶ προμήθειαι θὰ χρησιμοποιοῦνται ἐντὸς τῆς περιωρισμένης περιοχῆς τοῦ οἰκείου ἀερολιμένος, πρὸς ἐξυπηρέτησιν τῶν ἀεροσκαφῶν, ἐπιβατῶν καὶ φορτίου. Ἐν τούτοις, ἐν περιπτώσει ἀναγκαστικῆς προσγειώσεως ἢ προσγειώσεως εἰς ἀεροδρόμιον ἐναλλαγῆς τὰ ἄνω μνημονευόμενα ὑλικὰ θὰ μεταφέρωνται εἰς τὸ σημεῖον ἔνθα εὑρίσκεται τὸ ἀεροσκάφος.

4. Τὰ μνημονευόμενα ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ὑλικὰ καὶ ἀντικείμενα καθ' ὃν χρόνον εὑρίσκονται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους θὰ τηροῦνται ὑπὸ τελωνειακὴν ἐπίβλεψιν.

Ἄρθρον IX.

1. Πᾶν ἀεροσκάφος χρησιμοποιούμενον ὑπὸ τῶν ὁρισθεισῶν ἀεροπορικῶν ἐπιχειρήσεων καὶ δρομολογούμενον ἐπὶ τῶν συμφωνηθεισῶν γραμμῶν θὰ φέρῃ τὰ οἰκεῖα σήματα ἐθνικότητος καὶ νηολογήσεώς του, καὶ θὰ φέρῃ μεθ' αὐτοῦ τὰ ἀκόλουθα ἐπίσημα ἔγγραφα:

α) Τὸ πιστοποιητικὸν νηολογήσεώς του.

β) Τὸ πιστοποιητικὸν πλωϊμότητός του.

γ) Τὰς κεκανονισμένας ἐπαγγελματικὰς ἀδείας ἢ πτυχία δι' ἕκαστον μέλος τοῦ πληρώματος.

δ) Τὸ ἡμερολόγιον πτήσεώς του ἢ πᾶν ἕτερον ἔγγραφον ἀντικαθιστὸν τοῦτο.

ε) Τὴν ἄδειαν ἐγκαταστάσεως ραδιοπομποῦ ἐπὶ τοῦ ἀεροσκάφους.

στ) Κατάλογον μεταφερομένων ἐπιβατῶν.

ζ) Ἐὰν μεταφέρῃ φορτίον, δηλωτικὸν καὶ λεπτομερῆ περιγραφὴ τοῦ φορτίου.

η) Ἐὰν μεταφέρῃ εἰδικὰς κατηγορίας φορτίου, τὰς ἀναγκαίας ἀδείας πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν.

2. Πιστοποιητικὰ πλωϊμότητος, πιστοποιητικὰ ἱκανότητος καὶ ἐπαγγελματικαὶ ἄδειαι ἐκδοθεῖσαι ἢ ἀναγνωρισθεῖσαι ὑπὸ τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους θὰ ἀναγνωρίζονται ὡς ἰσχύουσαι καὶ ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ἀλλὰ ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλλάσσεται τοῦ δικαιώματος ὅπως, πρὸς τὸν σκοπὸν ἐκτελέσεως πτήσεων ἄνωθεν τοῦ ἐδάφους του, ἀρνῆται τὴν ἀναγνώρισιν τῶν ἐπαγγελματικῶν ἀδειῶν τῶν χορηγηθεισῶν ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους εἰς οἱαδήποτε πρόσωπα θεωρούμενα, ὡς ὑπήκοοι αὐτοῦ, κατὰ τὴν ἐθνικήν του νομοθεσίαν.

Ἄρθρον X.

1. Οἱ νόμοι καὶ κανονισμοὶ ἑκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους, οἱ ἀφορῶντες τὴν εἴσοδον, παραμονὴν καὶ ἔξοδον ἐκ τοῦ ἐδάφους του, ἀεροσκαφῶν χρησιμοποιουμένων εἰς τὴν διεθνῆ ἀεροναυτιλίαν ἢ οἱ ἀφορῶντες τὴν ἐκμετάλλευσιν, ναυτιλίαν καὶ συμπεριφορὰν τῶν ἐν λόγῳ ἀεροσκαφῶν καθ' ὃν χρόνον ταῦτα εὑρίσκονται εἰς τὸ ἔδαφός του, θὰ ἐφαρμόζωνται ὡσαύτως ἐπὶ τῶν ἀεροσκαφῶν τῆς ὁρισθείσης ἀεροπορικῆς ἐπι-

χειρήσεως τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους. Οἱ κανονισμοὶ καὶ αἱ διαδικασίαι οἱ ἀφορῶντες τὴν ἀσφάλειαν καὶ διεξαγωγὴν τῶν πτήσεων, οἱ τιθέμενοι ὑπὸ τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τῶν ἀεροσκαφῶν τοῦ ἑτέρου Μέρους, θὰ εἶναι οἱ αὐτοὶ πρὸς τοὺς ὁμοιομόρφως ἐφαρμοζομένους ἐπὶ τῶν ἰδίων του ἀεροσκαφῶν καὶ ἐπὶ τῶν διεθνῶν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν ἐν γένει καὶ δὲν θὰ διαφέρουν οὐσιωδῶς τῶν ἀρχῶν τῶν ἐν ἰσχύϊ διεθνῶν Συμβάσεων.

2. Ἐπιβάται, πληρώματα καὶ ἀποστολεῖς ἐμπορευμάτων ὡς καὶ πᾶν τρίτον πρόσωπον ἐνεργὸν ἐξ ὀνόματος καὶ διὰ λογαριασμὸν τῶν ἀποστολέων, δέον ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑκατέρου Συμβαλλομένους Μέρους νὰ συμμορφοῦνται πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς διέποντας τὴν εἴσοδον, παραμονὴν καὶ ἔξοδον ἐπιβατῶν, πληρωμάτων καὶ φορτίου. Τὰ ὡς ἄνω θὰ ἐφαρμόζονται ἰδίᾳ ἐπὶ τῶν διατάξεων τῶν ἀφορωσῶν κανονισμοὺς εἰσαγωγῆς, ἐξαγωγῆς, μεταναστεύσεως, ὡς καὶ τελωνειακούς, ὑγειονομικοὺς καὶ συναλλαγματικοὺς κανονισμούς.

Ἄρθρον XI.

Ἐν περιπτώσει ἀναγκαστικῆς προσγειώσεως, βλάβης ἢ ῥαύσεως ἐπισυμβάσης εἰς ἀεροσκάφος τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, τὸ Μέρος ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου τὸ ὡς ἄνω μνημονευθὲν ἀτύχημα ἔλαβε χώραν, θὰ εἰδοποιήσῃ περὶ τούτου ἀμέσως τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος καὶ θὰ λάβῃ τὰ κατάλληλα μέτρα πρὸς τὸν σκοπὸν διερευνήσεως τῶν αἰτίων τοῦ ἀτυχήματος καί, τῇ αἰτήσει τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, θὰ ἐπιτρέψῃ εἰς τοὺς ἐκπροσώπους τοῦ Συμβαλλομένου τούτου Μέρους, τὴν ἐλευθέραν εἴσοδον εἰς τὸ ἔδαφός του, ἵνα παραστοῦν ὡς παρατηρηταὶ εἰς τὴν ἐπὶ τοῦ ἀτυχήματος ἔρευναν. Θὰ λάβῃ ὡσαύτως ἄμεσα μέτρα πρὸς τὸν σκοπὸν παροχῆς βοηθείας εἰς τὸ πλήρωμα καὶ τοὺς ἐπιβάτας οἵτινες ὑπῆρξαν θύματα τοῦ ἀτυχήματος τούτου καὶ θὰ διασφαλίσῃ τὸ ἐπὶ τοῦ ἀεροσκάφους τούτου εὑρισκόμενον ταχυδρομεῖον, ἀποσκευὰς καὶ φορτίον. Τὸ διεξάγον τὴν ἔρευναν Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ ἀνακοινώσῃ τὰ ἐκ ταύτης πορίσματα εἰς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος, καὶ ἐὰν τὸ Συμβαλλόμενον τοῦτο Μέρος ἐκφράσῃ τὴν ἐπιθυμίαν θὰ διαβιβάσῃ εἰς τὸ τελευταῖον τοῦτο ἀντίγραφον ὁλοκλήρου τοῦ ἐντύπου ὑλικοῦ ἐπὶ τῆς ἐρεύνης.

Ἄρθρον XII.

1. Ἐν πνεύματι στενῆς συνεργασίας αἱ Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ ἀμφοτέρων τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ συσκέπτωνται ἀπὸ καιροῦ εἰς καιρὸν πρὸς τὸν σκοπὸν ἐξασφαλίσεως τῆς ἐφαρμογῆς καὶ τῆς ἱκανοποιητικῆς ἐκπληρώσεως τῶν ἀρχῶν τῶν θεσπιζομένων ἐν τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ καὶ τῷ Παραρτήματι αὐτῆς.

2. Πᾶσα διαφωνία ἀφορῶσα εἰς τὴν ἑρμηνείαν ἢ ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς θὰ διευθετῆται δι' ἀπ' εὐθείας διαπραγματεύσεων μεταξὺ τῶν Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν· ἐὰν αἱ προαναφερθεῖσαι Ἀρχαὶ δὲν δυνηθοῦν νὰ καταλήξουν εἰς συμφωνίαν ἢ διαφωνίαν θὰ διευθετῆται διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον XIII

1. Ἐὰν ἑκάτερον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἤθελεν κρίνει ἐπιθυμητὴν τὴν τροποποίησιν οἱασδήποτε διατάξεως τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἡ τοιαύτη τροποποίησις, ἐφ' ὅσον συμφωνηθῇ μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἅμα τῇ ἐπιβεβαιώσει διὰ τῆς ἀνταλλαγῆς διακοινώσεων.

2. Τὸ Παράρτημα τῆς παρούσης Συμφωνίας δύναται νὰ τροποποιηθῇ διὰ συμφωνίας μεταξὺ τῶν Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν. Τροποποιήσεις συμφωνηθεῖσαι οὕτω θὰ τίθενται ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ κοινοῦ καθοριζομένης ὑπὸ τῶν Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν τῆς ἡμερομηνίας καὶ θὰ ἐπιβεβαιοῦνται διὰ τῆς ἀνταλλαγῆς διακοινώσεων.

Ἄρθρον XIV.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ καταχωρισθῇ παρὰ τῇ Γραμματείᾳ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, συμφώνως πρὸς τὸ Ἄρθρον 102 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου.

Ἄρθρον XV.

1. Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ προσωρινῶς ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ὑπογραφῆς της.

2. Αὕτη θὰ κυρωθῇ συμφώνως πρὸς τὰς συνταγματικὰς ἀπαιτήσεις ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ θὰ τεθῇ ῥητικῶς ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως, ἥτις θὰ λάβῃ χώραν ἐν Βουδαπέστῃ.

3. Ἡ παροῦσα Συμφωνία δύναται νὰ καταγγελθῇ ὑφ' ἑκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ θὰ λήξῃ ἓξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήψεως ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους τῆς γνωστοποιήσεως τῆς καταγγελίας ταύτης.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 27ην Ἀπριλίου 1963, εἰς δύο πρωτότυπα, εἰς τὴν Ἀγγλικὴν γλῶσσαν, ἑκάστου τούτων ἔχοντος τὴν αὐτὴν αὐθεντικότητα.

Διὰ τὴν Βασιλικὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν	Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΔΟΥΚΑΣ	ΦΕΡΕΝΚ ΜΑΓΙΟΡΟΣ

ANNEX

Article I.

The airline designated by the Kingdom of Greece shall be entitled to embark and disembark, in international traffic, passengers, cargo and mail on the following routes :

Athens-Budabest and beyond on two routes fo be specified later, under an understanding to be reached between the respective aeronautical authorities, on the reciprocity basis, with the frequency specified in article II of this Annex.

Article II.

The airline designated by the Hungarian Pepople's Republic shall be entitled to embark and disembark, in international traffic, passengers, cargo and mail on the following routes :

(a) Budabest -Athens-Cairo-and]or Khartoum--and]or Addis Ababa in both directions, up to two times a week.

(b) Budapest -Athens-Beirut -and]or Damascus 'and]or Baghdad in both directions up to two times a week.

Article III.

The designated airline of either Contracting Party, in addition to the rights under article I and II of the present Annex, shall have the right to overfly, without landing, and to land for non-commercial purposes in the territory of the other Contracting Party, with a frequency of services up to two times a week for the overflight without landing, in both directions, and two times a week for the landing without commercial purposes, in both directions. The points of the routes followed by the flights in conformity with the present article will be agreed between the aeronautcial authorities.

Article IV.

In any case the airline designated by either Contracting Party shall not have the right to perfom flights for remuneration between points situated on the territory of the other Contracting Party (Cabotage).

Article V.

The transportation of mail by the designated airlines on the agreed services shall be effected according to the provisions of the Universal Postal Convention as it is at each time in force.

Article VI.

Non-scheduled services performed by the designated airlines shall be subject to a previous special authorization. Requests for such authorizations shall be submitted by the interested airline directly to the aeronautical authority of the other Contracting Party at leat two (2) full work days ahead of time.

Article VII.

Handling and servicing of aircraft and passengers of the airlines designated by either Contracting Party on the territory of the other Contracting Party shall be entrusted to and exercised by the designated airline of the second Contracting Party.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Ἄρθρον Ι.

Ἡ ὑπὸ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ὁρισθησομένη ἀεροπορικὴ ἑταιρεία θὰ δικαιοῦται νὰ ἐπιβιβάζῃ καὶ ἀποβιβάζῃ εἰς διεθνῆ κίνησιν ἐπιβάτας, φορτίον καὶ ταχυδρομεῖον ἐπὶ τῶν ἀκολούθων διαδρομῶν:

Ἀθῆναι - Βουδαπέστη καὶ πέραν ἐπὶ δύο διαδρομῶν, καθορισθησομένων μεταγενεστέρως, κατόπιν συνεννοήσεως μεταξὺ τῶν ἀντιστοίχων Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν, ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἀμοιβαιότητος, ὑπὸ τὴν ἐν ἄρθρῳ ΙΙ τοῦ παρόντος Παραρτήματος καθοριζομένην συχνότητα.

Ἄρθρον ΙΙ.

Ἡ ὑπὸ τῆς Λαϊκῆς Οὐγγρικῆς Δημοκρατίας ὁρισθησομένη ἀεροπορικὴ ἑταιρεία θὰ δικαιοῦται νὰ ἐπιβιβάζῃ καὶ ἀποβιβάζῃ, εἰς διεθνῆ κίνησιν ἐπιβάτας, φορτίον καὶ ταχυδρομεῖον ἐπὶ τῶν ἀκολούθων διαδρομῶν:

α) Βουδαπέστη - Ἀθῆναι - Κάϊρον καὶ ἢ Χαρτοὺμ καὶ ἢ Ἀδδὶς Ἀμπέμπα κατ' ἀμφοτέρας τὰς κατευθύνσεις, μέχρι δύο φορὰς καθ' ἑβδομάδα.

β) Βουδαπέστη - Ἀθῆναι - Βηρυττὸς - καὶ ἢ Δαμασκὸς - καὶ ἢ Βαγδάτη κατ' ἀμφοτέρας τὰς κατευθύνσεις, μέχρι δύο φορὰς καθ' ἑβδομάδα.

Ἄρθρον ΙΙΙ.

Ἡ ὑφ' ἑκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους ὁρισθεῖσα ἀεροπορικὴ ἑταιρεία, ἐπιπροσθέτως τῶν ἐν ἄρθροις Ι καὶ ΙΙ τοῦ παρόντος Παραρτήματος δικαιωμάτων, θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα τῆς ὑπερπτήσεως ἄνευ προσγειώσεως, ὡς καὶ προσγειώσεως δι' οὐχὶ ἐμπορικοὺς σκοποὺς εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ μὲ συχνότητα δρομολογίων διὰ τὰς ὑπερπτήσεις ἄνευ προσγειώσεως, μέχρι δύο φορὰς καθ' ἑβδομάδα, κατ' ἀμφοτέρας τὰς κατευθύνσεις καὶ δύο φορὰς καθ' ἑβδομάδα, κατ' ἀμφοτέρας τὰς κατευθύνσεις, διὰ τὰς προσγειώσεις δι' οὐχὶ ἐμπορικοὺς σκοπούς.

Τὰ ἀκολουθητέα σημεῖα τῶν διαδρομῶν τῶν κατὰ τὸ παρὸν ἄρθρον δρομολογίων, θέλουσι συμφωνηθῆ μεταξὺ τῶν Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν.

Ἄρθρον ΙΥ.

Ἐν πάσῃ περιπτώσει ἡ ὑφ' ἑκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους ὁρισθεῖσα ἀεροπορικὴ ἑταιρεία δὲν θὰ δικαιοῦται νὰ πραγματοποιῇ πτήσεις ἐπ' ἀμοιβῇ μεταξὺ σημείων κειμένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους (CABOTAGE).

Ἄρθρον Υ.

Ἡ ὑπὸ τῶν ὁρισθεισῶν ἀεροπορικῶν ἑταιρειῶν μεταφορὰ ταχυδρομείου ἐπὶ τῶν συμφωνηθεισῶν γραμμῶν θὰ πραγματοποιεῖται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Συμβάσεως ὡς ἑκάστοτε αὕτη ἰσχύει.

Ἄρθρον ΥΙ.

Μὴ τακτικὰ δρομολόγια ἐκτελούμενα ὑπὸ τῶν ὁρισθεισῶν ἀεροπορικῶν ἑταιρειῶν θὰ ὑπόκεινται εἰς τὴν προηγουμένην εἰδικὴν ἔγκρισιν. Αἰτήσεις διὰ τοιαύτας ἐγκρίσεις θὰ ὑποβάλωνται, ὑπὸ τῆς ἐνδιαφερομένης ἀεροπορικῆς ἑταιρείας, ἀπ' εὐθείας πρὸς τὰς Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, τοὐλάχιστον δύο (2) πλήρεις ἐργασίμους ἡμέρας πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς πτήσεως.

Ἄρθρον ΥΙΙ.

Ἡ τεχνικὴ ἐξυπηρέτησις τῶν ἀεροσκαφῶν καὶ ἡ διευκόλυνσις τῶν ἐπιβατῶν, τῶν ὑφ' ἑκατέρου Μέρους ὁρισθεισῶν ἀεροπορικῶν ἑταιρειῶν, εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους θὰ ἀνατίθηται εἰς καὶ θὰ παρέχηται ὑπὸ τῆς ὁρισθείσης ἀεροπορικῆς ἑταιρείας τοῦ δευτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

UNDERSTANDING

Between the aeronautical authorities of the Kingdom of Greece and the aeronautical authorities of the Hungarian Pepople's Republic in pursuance of article III of tke Annex to the Agreement on Civil Aviation signad in Athens on the 27th of April 1963, regarding the specification of the Hungarian routes for overflights and landings for non-commercial purposes in the territory of Greece.

1. The airline to be designated by the Hungarian People's Republic will be entitled to operate, under article III of the Annex to the Agreement on Civil Aviation, on the following agreed routes :

(a) Routes on which the airline designated by the Hungarian people's Republic will enjoy first freedom rights only :

i. Budapest - Istanbul or Ankara and further to Djakarta, in both directions, via intermediate points of landing to be specified later as provided in article III of the said Annex.

ii. Budapest-Tel Aviv, in both directions.

(b) Routes on which the airline designated by the Hungarian People's Republic will enjoy second freedom rights only :

i. Budapest- Athens- Tunis, in both directions as provided in article III of the said Annex.

ii. Budapest-Athens-Libya, in both directions, as provided in article III of the said Annex.

2. The ailine to be designated by the Kingdom of Greece will be entitled to operate, under article III of the Annex to the Agreement on Civil Aviation, on respective routes to be specified later as provided by the above mentioned article III.

Athens, the 27th April 1963

For the Hellenic Aeronautical Authorities	For the Hungarian Aeronautical Authorities
GEORGE DOUKAS	FERENC MAJOROS

ΣΥΜΠΛΗΡΩΜΑΤΙΚΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξὺ τῶν Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῶν Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον ΙΙΙ τοῦ Παραρτήματος τῆς ἐν Ἀθήναις ὑπογραφείσης τὴν 27ην Ἀπριλίου 1963 Συμφωνίας περὶ Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, ἀφορῶσα τὸν καθορισμὸν τῶν Οὐγγρικῶν διαδρομῶν δι' ὑπερπτήσεις καὶ προσγειώσεις δι' οὐχὶ ἐμπορικοὺς σκοποὺς εἰς τὸ ἔδαφος τῆς Ἑλλάδος.

1. Ἡ ὑπὸ τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας ὁρισθησομένη ἀεροπορικὴ ἑταιρεία θὰ δικαιοῦται νὰ ἐκτελῇ δρομολόγια, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον ΙΙΙ τοῦ Παραρτήματος τῆς Συμφωνίας περὶ Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, ἐπὶ τῶν ἀκολούθων συμφωνηθεισῶν διαδρομῶν:

α) Διαδρομαὶ ἐφ' ὧν ἡ ὑπὸ τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας ὁρισθησομένη ἀεροπορικὴ ἑταιρεία θὰ ἀπολαμβάνῃ δικαιωμάτων 1ης ἐλευθερίας μόνον.

ι. Βουδαπέστη—(Κων)πολις ἢ Ἄγκυρα καὶ πέραν πρὸς Τζακάρτα, πρὸς ἀμφοτέρας τὰς κατευθύνσεις, μέσῳ ἐνδιαμέσων σημείων προσγειώσεως, καθορισθησομένων μεταγενέστερον, ὡς προβλέπεται ἐν ἄρθρῳ ΙΙΙ τοῦ ρηθέντος Παραρτήματος.

ιι. Βουδαπέστη—Τὲλ Ἀβὶβ πρὸς ἀμφοτέρας τὰς κατευθύνσεις.

Διαδρομαὶ ἐφ' ὧν ἡ ὑπὸ τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας ὁρισθησομένη ἀεροπορικὴ ἑταιρεία θὰ ἀπολαμβάνῃ δικαιωμάτων 2ας Ἐλευθερίας μόνον:

ι. Βουδαπέστη—Ἀθῆναι—Τύνις, πρὸς ἀμφοτέρας τὰς κατευθύνσεις, ὡς προβλέπεται ἐν ἄρθρῳ ΙΙΙ τοῦ ρηθέντος Παραρτήματος.

ιι. Βουδαπέστη—Ἀθῆναι—Λιβύη, πρὸς ἀμφοτέρας τὰς κατευθύνσεις, ὡς προβλέπεται ἐν ἄρθρῳ ΙΙΙ τοῦ ρηθέντος Παραρτήματος.

2. Ἡ ὑπὸ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ὁρισθησομένη ἀεροπορικὴ ἑταιρεία θὰ δικαιοῦται νὰ ἐκτελῇ δρομολόγια, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον ΙΙΙ τοῦ Παραρτήματος τῆς Συμφωνίας περὶ Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, εἰς ἀντιστοίχους διαδρομὰς καθορισθησομένας μεταγενέστερον, ὡς προβλέπεται ὑπὸ τοῦ ἄνω μνημονευθέντος ἄρθρου ΙΙΙ.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 27 Ἀπριλίου 1963

Διὰ τὰς Ἑλληνικὰς Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς	Διὰ τὰς Οὐγγρικὰς Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΔΟΥΚΑΣ	FERENC MAJOROS

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(3)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 656

Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ἀπὸ 2 Μαΐου 1959 Β. Δ)τος «περὶ καταργήσεως τοῦ Ταμείου Προνοίας καὶ Ἀρωγῆς ὑπαλλήλων τέως Ταμείων Ἐφέδρων Πολεμιστῶν Κρήτης (Φ.Ε.Κ. 98 Α)1959)».

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν:

1) Τὴν παράγραφον 3 τοῦ ἄρθρου 13 τοῦ Νόμου 3194) 1955 «περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τῆς περὶ Ταμείων Ἐφέδρων Πολεμιστῶν Κρήτης κειμένης νομοθεσίας κ.λ.π.», ὡς ἐτροποποιήθη διὰ τοῦ ἄρθρου 7 τοῦ Νόμου 3679) 1957 καὶ τοῦ ἄρθρου 33 τοῦ Ν. Δ)τος 3784) 1957.

2) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 212638)9.11.61 (Φ.Ε.Κ. 409 Β 11.11.61 ἀπόφασιν τοῦ Ὑπουργοῦ Γεωργίας περὶ μεταβιβάσεως ἁρμοδιοτήτων αὐτοῦ εἰς τὸν Ὑφυπουργὸν Γεωργίας, καὶ

3) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 578)1964 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Γεωργίας Ὑφυπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Ρύθμισις θεμάτων συμμετοχῆς εἰς Ταμεῖον Ἀρωγῆς Ὑπουργείου Γεωργίας.

Ἡ παράγραφος 4 τοῦ ἄρθρου μόνου τοῦ ἀπὸ 2 Μαΐου 1959 Β. Δ)τος «περὶ καταργήσεως τοῦ Ταμείου Προνοίας καὶ Ἀρωγῆς ὑπαλλήλων τέως Ταμείων Ἐφέδρων Πολεμιστῶν Κρήτης κτλ.» (Φ.Ε.Κ. 98 Α')1959), ἀντικαθίσταται οὕτω:

«4. Ὁμοίως καὶ τὸ Ταμεῖον Ἀρωγῆς Ὑπαλλήλων Ὑπουργείου Γεωργίας, διὰ τοῦ περιερχομένου εἰς τοῦτο κατὰ τὴν παράγραφον 1 ποσοῦ τακτοποιεῖ, δι' ἀποφάσεώς του, τὰς μερίδας τῶν ἐνταχθησομένων διὰ τὸ χρονικὸν διάστημα ἀπὸ τῆς 28 Ἰουνίου 1954 χρονολογίας ἐνάρξεως λειτουργίας τοῦ Ταμείου τούτου, μέχρι τῆς 30 Νοεμβρίου 1957, χρονολογίας μονιμοποιήσεώς των, τοῦ χρονικοῦ τούτου διαστήματος θεωρουμένου ὡς χρόνου πραγματικῆς ἀσφαλίσεως εἰς αὐτό. Ἐπίσης, τὸ αὐτὸ Ταμεῖον πιστώνει καὶ τὰς μερίδας τῶν, κατὰ τὴν κατωτέρω παρ. 6, δύο ὑπαλλήλων τῆς Ἐπιθεωρήσεως τέως Ταμείων Ἐφέδρων Πολεμιστῶν Κρήτης διὰ τῶν ποσῶν, τὰ ὁποῖα κατέβαλον οὗτοι, ὡς εἰσφοράς, ὑπὲρ τοῦ καταργουμένου Ταμείου Προνοίας καὶ Ἀρωγῆς Ὑπαλλήλων Ταμείων Ἐφέδρων Πολεμιστῶν Κρήτης διὰ τὸ αὐτὸ ὡς ἄνω χρονικὸν διάστημα, καθ' ὃ οὗτοι κατέβαλον παραλλήλως καὶ τὰς κεκανονισμένας εἰσφορὰς ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀρωγῆς Ὑπαλλήλων Ὑπουργείου Γεωργίας.

Ἡ πίστωσις αὕτη τῶν μερίδων τῶν δύο ὑπαλλήλων τούτων, τῆς Ἐπιθεωρήσεως τέως Ταμείων Ἐφέδρων Πολεμιστῶν Κρήτης, ἐνεργεῖται ἐπὶ σκοπῷ ἀποσβέσεως διὰ συμψηφισμοῦ ἴσου ποσοῦ χρέους πρὸς τὸ ὀφειλόμενον ὑπ' αὐτῶν εἰς τὸ Ταμεῖον Ἀρωγῆς Ὑπαλλήλων Ὑπουργείου Γεωργίας ποσὸν δι' ἀναγνώρισιν πλασματικοῦ χρόνου ἀσφαλίσεως ἐκ τῆς πρὸ τῆς συστάσεως τοῦ Ταμείου τούτου προϋπηρεσίας των κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 7 παρ. 3 τοῦ ἀπὸ 13)22.10.56 Β. Δ)τος περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τῶν ἀπὸ 23)28.6.54 κ.τ.λ. Β. Δ)των περὶ ἱδρύσεως Ταμείου Ἀρωγῆς ὑπαλλήλων ἁρμοδιότητος Ὑπουργείου Γεωργίας κ.τ.λ. (259 Α)1956).

Τυχὸν ἀπομένον πιστωτικὸν ὑπόλοιπον ἀποτελεῖ πόρον τοῦ τελευταίου τούτου Ταμείου».

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Γεωργίας Ὑφυπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Ὀκτωβρίου 1964

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
Β.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΓΕΩΡΓΙΑΣ ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ
Ν. ΜΑΛΙΑΚΑΣ

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1960 ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1.	Διὰ τὸ τεῦχος Α'.....	Δραχ.	400
2.	» » » Β'	»	250
3.	» » » Γ'	»	200
4.	» » » Δ'	»	400
5.	» » Παράρτημα	»	200
6.	» » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	500
7.	» » τεῦχος Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κλπ.	»	300
8.	» » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς ἰδιοκτησίας	»	200
9.	Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	2.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1.	Διὰ τὸ τεῦχος Α'.....	Δραχ.	20.—
2.	» » » Β'	»	12,50
3.	» » » Γ'	»	10.—
4.	» » » Δ'.....	»	20.—
5.	» » Παράρτημα	»	10.—
6.	» » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	25.—
7.	» » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.»	»	15.—
8.	» » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10.—
9.	» » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη.....	»	100.—

Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἄνω ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Α. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α' Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν

1.	Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ	200
2.	Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν ..	»	5.000
3.	Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	1.000
4.	Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων	»	500
5.	Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20)5)1939	»	100
6.	Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	2.000
7.	Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	500
8.	Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	300
9.	Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000
10.	Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν	Δραχ.	1.000
11.	Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000

Β' Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης.

1.	Τῶν Καταστατικῶν	Δραχ.	500
2.	Τῶν Τροποποιήσεων τῶν Καταστατικῶν	»	200
3.	Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4.	Τῶν Ἰσολογισμῶν.....	»	500
5.	Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

ΙΙ Εἰς τὸ Παράρτημα

1.	Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2	Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων ...	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5 ο/ο

Δ. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύναται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ἅτινα ἀποδίδουσι τοῦτο εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) ἐγκυκλίου διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν πιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ ἀ. α.
ΔΙΟΝ. Γ. ΛΟΓΑΡΑΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ